
De: Julie Boucher
Envoyé: 13 février 2024 15:58
À: [REDACTED]
Cc: _Boîte_accès, mce
Objet: N/Réf. : 2324-112 - Votre demande d'accès à l'information
Pièces jointes: 112-articles.pdf; AVIS DE RECOURS.pdf; 112-documents.pdf



Objet : Votre demande en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1)

N/Réf. : 2324-112

Madame,

Nous donnons suite à demande d'accès du 25 janvier 2024, dont le but est d'obtenir copie de divers documents en lien avec des revendications territoriales ou de droits issus de traités des Mohawks de Kanesatake à compter du 1er janvier 1990, et ce, selon certains critères.

Vous trouverez joints certains documents détenus par le ministère du Conseil exécutif visés par votre demande, dans lesquels les renseignements visés par les articles 18, 19, 21 à 24, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ont été caviardés,

D'autres documents détenus par le ministère ne sont pas accessibles, et ce, en application des articles 9, 18, 19, 21 à 24, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ou ne peuvent vous être transmis puisqu'ils sont formés en substance de renseignements confidentiels en vertu de ces mêmes articles, et ce, en application de l'article 14 de la *Loi*.

De plus, certains sont visés par le privilège de confidentialité de la relation avocat-client et ne peuvent vous être transmis en vertu des dispositions de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne* (chapitre C-12) qui protègent le secret professionnel.

Vous trouverez ci-joint copie de l'avis relatif au recours prévu à la section III du chapitre IV de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, de même que des articles de loi mentionnés à la présente.

Veillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Julie Boucher

Responsable de l'accès à l'information
Ministère du Conseil exécutif

835, boulevard René-Lévesque Est, 2^e étage
Québec (Québec) G1A 1B4
Téléphone : 418 643-7355
mce.accesmce@mce.gouv.qc.ca

Ce courriel est à usage restreint. S'il ne vous est pas destiné, veuillez svp le détruire et en informer l'expéditeur.

Une leçon à tirer de la Crise d'Oka

Le dialogue préférable à la confrontation, selon le maire Yvan Patry

Benoît Bilodeau

Pour le maire de la Municipalité d'Oka, Yvan Patry, s'il y a une leçon à tirer de la Crise d'Oka, survenue il y a dix ans maintenant, c'est que le dialogue est de beaucoup préférable à la confrontation.

Et c'est ce dialogue qu'il souhaite voir instaurer avec son vis-à-vis de Kanasatake, le grand chef James Gabriel, envers qui il dit avoir beaucoup de respect. «*Depuis la fusion des deux anciennes municipalités d'Oka, il y a eu des discussions. C'est de bon augure. Ce n'est qu'avec le dialogue que nos deux communautés vont se rapprocher encore plus et apprendre à travailler ensemble*», a-t-il mentionné lors de sa rencontre par L'ÉVEIL en marge du dixième anniversaire de la Crise d'Oka.

À son avis, un pas important en ce sens a été franchi grâce à l'entente négociée entre le gouvernement canadien et la communauté mohawk concernant la gestion des terres fédérales. «*Cet accord ne résout toutefois pas tous les problèmes. Nous devons, au cours des prochains mois, voir de quelles façons nous*

pourrons harmoniser nos réglementations respectives», de souligner celui qui complètera, en novembre prochain, la première année de son mandat comme maire de la nouvelle Municipalité d'Oka.

Selon le maire Yvan Patry, il ne faut surtout pas jeter la pierre à l'ex-maire Jean Ouellette, que certains ont pointé du doigt comme étant le grand responsable de cette crise de 78 jours. «*Il n'y a rien à reprocher à M. Ouellette. Comme maire, il tout simplement fait son travail, celui d'assurer la sécurité de ses citoyens. À cette époque, il faut le rappeler, les tirs de carabine et les bris de vitres étaient nombreux*», de souligner M. Patry.

Sur la Crise d'Oka elle-même, M. Patry est d'avis que c'est le projet d'agrandissement du Club de golf Oka, même s'il le jugeait approprié, qui, dans le camp autochtone, a fait déborder le vase. S'il dit comprendre les revendications territoriales des Mohawks, l'ancien maire de la Paroisse d'Oka dit toutefois rejeter toute forme de confrontation. À son avis, ce n'est pas dans la confrontation

que deux communautés peuvent en arriver à une cohabitation harmonieuse.

Le maire Patry avoue que la Crise d'Oka n'a pas été facile à vivre, même si sa municipalité – la Paroisse d'Oka – était à l'extérieur du périmètre qu'avaient dressé la Sûreté du Québec et l'Armée canadienne. «*Mes citoyens étaient très inquiets. Ils se sont retrouvés devant un mur. Cela a été difficile à vivre, d'autant que plusieurs autochtones sont des connaissances, des amis. Il a fallu laisser retomber la poussière. Les gens ont depuis choisi de se reparler*», dit-il.

Malgré les progrès réalisés, M. Patry invite les citoyens d'Oka, qu'il a remerciés au passage pour leurs efforts à faire d'Oka une «*référence en matière de développement régional harmonieux*», à se faire constamment les ambassadeurs du rapprochement réalisé. «*Les membres du conseil municipal et moi-même voulons créer un climat propice au développement économique de notre région et favoriser un climat de coexistence basé sur l'ouverture et le respect mutuel*», a conclu M. Patry.

..... **Actualité**

**RÉSERVE FAUNIQUE LA
VÉRENDRYE**

***Quatre manifestants
autochones bloquent la
route 28***

(M.R.) - Parc La Vérendrye- Quatre manifestants autochtones s'opposent aux opérations déjà planifiées dans le secteur du lac Gull de la Réserve faunique de La Vérendrye en bloquant la route 28.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre des négociations en vue d'une entente trilatérale entre les Algonquin du Lac Barrière, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.

Cette entente prévoit, entre autre, la récolte de matière ligneuse sur le territoire visé à la suite de la mise en place de mesures d'harmonisation entre les activités forestières et les impératifs du mode de vie traditionnel des autochtones du Lac-Barrière tel que la chasse et la pêche. Pour l'instant, les manifestation s'opposent aux coupes forestières.

Les représentants du Conseil de bande des Algonquins du Lac-Barrière refuse de réitérer leur accord à la poursuite des travaux forestiers et aux mesures d'harmonisation prévus dans le secteur du lac Gull.

AGREEMENT
WITH RESPECT TO
KANESATAKE GOVERNANCE OF THE INTERIM LAND BASE

BETWEEN

The MOHAWKS OF KANESATAKE, as represented by the Mohawk Council of KANESATAKE, (hereinafter referred to as "Kanesatake")

AND

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA, as represented by the Minister of Indian Affairs and Northern Development, (hereinafter referred to as "Canada")

PREAMBLE

WHEREAS the Mohawks of Kanesatake are a community of the Mohawk Nation;

AND WHEREAS the Mohawks of Kanesatake have asserted that they have Aboriginal rights and title and treaty rights, protected by the Royal Proclamation of 1763, in and to the lands which make up the Seigneury of the Lake of Two Mountains, and the parties agree that this Agreement is without prejudice to that assertion;

AND WHEREAS the Mohawks of Kanesatake assert that it is one of their guiding principles to consider the consequences of actions for the next seven generations and beyond, and the Mohawks of Kanesatake intend to protect and preserve Kanesatake Mohawk Lands for the benefit of the next seven generations and beyond;

AND WHEREAS the Mohawks of Kanesatake have asserted their view that the Kanesatake Mohawk Lands have historically come within the meaning of section 91(24) of the *Constitution Act, 1867*;

AND WHEREAS Canada takes no position with respect to the constitutional status of the Kanesatake Mohawk Lands prior to implementation of this Agreement;

AND WHEREAS the parties wish to resolve the question of constitutional status of Kanesatake Mohawk Lands from this point forward, without prejudice to the position that either of them may wish to take as to the historical status of such lands;

AND WHEREAS the parties further wish to address certain matters in relation to the governance of lands described in Schedule "A" (hereinafter referred to as Kanesatake Mohawk Lands);

AND WHEREAS the parties further intend to ensure the establishment of a secure land base comprised of the interim land base and any new lands that may be added thereto, as described in Schedule "A";

AND WHEREAS, in that spirit, Canada agrees to recommend to Parliament that the Kanesatake Mohawk Lands be reserved as lands reserved for the Mohawks of Kanesatake within the meaning of section 91(24) of the *Constitution Act, 1867*, but not a "reserve" within the meaning of the *Indian Act*;

AND WHEREAS the parties agree that Kanesatake and the neighbouring Municipality of Oka should strive to pursue the future development of their respective adjacent lands in mutual harmony;

AND WHEREAS this Agreement has been negotiated as a first step in addressing the overall governance of Kanesatake Mohawk Lands;

AND WHEREAS the parties remain committed to resolving other important issues related to Kanesatake Mohawk Lands following the signing of this Agreement, and according to the priorities identified by the parties;

AND WHEREAS the parties view this Agreement as consistent with the Agenda and Process for Negotiations dated March 6, 1991 and the Memorandum of Understanding dated December 19, 1994, both of which have been agreed to by the parties;

NOW THEREFORE, the parties agree that:

1. Canada will recommend to the Parliament of Canada Legislation to ratify and implement this Agreement.

SHORT TITLE

2. Canada will recommend that the short title of the Legislation be the "Kanesatake Interim Land Base Governance Act".

PART I: DEFINITIONS

3. In this Agreement:

"Agreement" means this agreement between Canada and Kanesatake;

"Canada" means her Majesty the Queen in Right of Canada;

"conflict" means an actual conflict in operation, or operational incompatibility between two laws, such that compliance with one law would necessarily result in a breach of the other;

"jurisdiction" means the power to enact laws described in section 21 of this Agreement;

"Kanesatake Mohawk Lands" means lands referred to in section 14 and Schedule "A" to this Agreement;

"Kanesatake Mohawk Adjacent Lands in the Village" means the Kanesatake Mohawk Lands, which lands form part of Kanesatake Indian Lands No. 16, that are located in the sectors set out in Schedule "B" to this Agreement;

"Kanesatake Mohawk Laws" means laws enacted in conformity with this Agreement, the Legislation and the Land Governance Code;

“Land Governance Code” means a code, adopted in conformity with this Agreement, that sets out the principles and processes regarding the exercise by the Mohawk Council of Kanesatake of jurisdiction over Kanesatake Mohawk Lands;

“Legislation” means the Act of Parliament that will ratify and implement this Agreement;

“Kanesatake” or “Mohawks of Kanesatake” means the Mohawks of Kanesatake Indian Band;

“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development;

“Mohawk Council of Kanesatake” means the Council of the Mohawks of Kanesatake.

PART II: PURPOSE

4. The purpose of this Agreement is:
 - (a) to record the agreement of the parties for Canada to act on its intention to recommend to Parliament that the Kanesatake Mohawk Lands be reserved as lands reserved for the Mohawks of Kanesatake within the meaning of section 91(24) of the *Constitution Act, 1867*;
 - (b) to provide for the exercise of jurisdiction by Kanesatake over the use and regulation of Kanesatake Mohawk Lands for the benefit and use of the Mohawks of Kanesatake; and
 - (c) to establish the principles by which Kanesatake will strive to develop Kanesatake Mohawk Lands adjacent to lands within the neighbouring Municipality of Oka in mutual harmony with that Municipality;

PART III: GENERAL PROVISIONS

5. This Agreement has been negotiated and concluded without prejudice to any positions the parties may take with respect to the Mohawks of Kanesatake’s grievances related to the Seigneurie of the Lake of Two Mountains, and without prejudice to a resolution of those grievances.
6. This Agreement is without prejudice to ongoing or future negotiations between the parties in respect of any other subject matters.
7. Nothing in this Agreement is intended to prejudice any Aboriginal or treaty rights of the Mohawks of Kanesatake. Nothing in this Agreement will be construed as an implicit or explicit recognition by Canada of such rights or any legal obligations or liability of Canada.

8. This Agreement does not address or affect jurisdiction over the creation, recognition or transfer of interests in land.
9. All Kanesatake Mohawk Lands will be subject to the laws enacted pursuant to this Agreement.
10. Notwithstanding section 9, any existing interests in Kanesatake Mohawk Lands continue in accordance with their terms and conditions and will be administered as they were prior to this Agreement.
11. This Agreement is not a treaty or a land claims agreement within the meaning of section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

PART IV: TITLE TO AND PROTECTION OF KANESATAKE MOHAWK LANDS

12. Canada agrees to recommend to Parliament that the Kanesatake Mohawk Lands be reserved as lands reserved for the Mohawks of Kanesatake within the meaning of section 91(24) of the *Constitution Act, 1867* but not a "reserve" within the meaning of the *Indian Act*.
13. Nothing in this Agreement is intended to affect the underlying title to Kanesatake Mohawk Lands.

PART V: DESCRIPTION OF LANDS

14. Lands described as Kanesatake Mohawk Lands under this Agreement are set out in Schedule "A" to this Agreement.
15. For greater certainty, any exercise of jurisdiction or authority by the Mohawks of Kanesatake in respect of lands known as Doncaster Reserve No. 17, and described in Schedule "A" hereto, will be subject to an agreement between the parties for whom those lands were set aside, and an agreement with Canada to take any necessary steps to implement the agreement.
16. Notwithstanding anything in this Agreement and the Legislation, lands known as Doncaster Reserve No. 17 will continue to be a "reserve" within the meaning of the *Indian Act*.
17. Following the enactment of laws pursuant to this Agreement and conclusion of an agreement as contemplated in s. 15, the corresponding provisions of the *Indian Act*, if any, will cease to apply to lands known as Doncaster Reserve No. 17.
18. The Legislation will provide for the Mohawk Council of Kanesatake to exercise the appropriate powers, under s. 29(3) of the *Canada Lands Surveys Act*, to indicate to the Surveyor General; as and when necessary, their satisfaction with surveys and plans.

PART VI: LEGAL STATUS AND CAPACITY

19. For greater certainty, Kanesatake is a legal entity and has the status, capacity, rights, powers and privileges of a natural person, including the legal capacity:
- (a) to acquire and hold property,
 - (b) to borrow,
 - (c) to contract,
 - (d) to expend and invest money,
 - (e) to exercise rights and enforce performance of obligations, including by being a party to legal proceedings, and
 - (f) to do such other things as are ancillary to the exercise of its status, capacity, rights, powers and privileges.

PART VII: LAND GOVERNANCE CODE

20. Kanesatake will not exercise jurisdiction as set out in section 21 prior to the adoption of a land governance code that will provide for good governance by the Mohawk Council of Kanesatake over Kanesatake Mohawk Lands, and will, among other things:
- (a) provide for the development, enactment, and publication of laws;
 - (b) establish processes for the review, assessment and approval of proposed uses of Kanesatake Mohawk Lands;
 - (c) establish principles and rules to ensure the political accountability of the Mohawk Council of Kanesatake to its members, including conflict of interest rules;
 - (d) establish principles and rules to ensure the financial accountability of the Mohawk Council of Kanesatake to its members;
 - (e) provide for rights of appeal and redress; and
 - (f) include a procedure to make amendments.

PART VIII: JURISDICTION OVER THE USE AND REGULATION OF KANESATAKE MOHAWK LANDS

21. Subject to section 7, and consistent with the purpose of this Agreement, the parties agree that Kanesatake has jurisdiction over the use and regulation of Kanesatake Mohawk Lands, including such matters as:
- (a) health and quality of life of residents;
 - (b) protection and management of wildlife and fish;
 - (c) observance of law and order and prevention of disorderly conduct and nuisances;
 - (d) trespass;
 - (e) residency;
 - (f) fire safety and protection services;
 - (g) construction and maintenance of local works;
 - (h) construction and regulation of water supplies;

- (i) building construction, including inspections, alteration or renovation of premises;
 - (j) zoning;
 - (k) waste disposal, management and sanitation;
 - (l) traffic regulation.
22. For greater certainty, section 21 does not include jurisdiction over the creation, recognition or transfer of interests in land, which matters will be addressed in a subsequent agreement or in an amendment to this Agreement, negotiated according to the priorities identified by the parties.
23. For greater certainty, jurisdiction over the use and regulation of Kanesatake Mohawk Lands includes the power to prohibit.
24. Prior to beginning a public process in relation to the proposed use of Kanesatake Mohawk Lands:
- (a) for any commercial or industrial use which results or which may result in environmental damage;
 - (b) for storage or transportation of any dangerous or toxic materials; or
 - (c) for use as a waste disposal site,

Kanesatake will adopt a development plan determining the general policies on land use of Kanesatake Mohawk Lands for the different parts thereof.

25. In the event that federal laws in respect of environmental protection, which laws apply to Kanesatake Mohawk Lands and the Mohawks of Kanesatake, do not establish standards of environmental protection in respect of a matter, Kanesatake Mohawk Laws enacted pursuant to section 21, and executive actions, decisions or policies of the Mohawk Council of Kanesatake will be consistent with the standards of environmental protection that prevail in the region in respect of that matter.
26. For greater certainty, nothing in section 25 precludes Kanesatake from exceeding the standards referred to in that section.
27. Sections 25 and 26 are subject to any future agreements between the parties dealing with the exercise, by Kanesatake, of jurisdiction in respect of the environment.
28. For greater certainty, this Agreement does not address, and the Legislation will not include jurisdiction in relation to subject matters referred to in section 91(27) of the *Constitution Act, 1867*, or in relation to labour relations or working conditions.

PART IX: FUTURE DEVELOPMENT

29. The existing land uses and constructions on Kanesatake Mohawk Adjacent Lands in the Village will remain unchanged until the adoption of Kanesatake Mohawk Laws with respect to the use and development of those lands.

30. Notwithstanding section 29, modifications or alterations may be made to the existing land uses or constructions on the lands referred to in section 29 consistent with the land uses or land use and building standards set out in Schedule "B" to this Agreement.
31. Prior to enacting, in respect of the lands referred to in section 29, any Kanesatake Mohawk Laws respecting land uses or land use and building standards to replace the uses or standards set out in Schedule "B", a mutually-acceptable arrangement on harmonization pertaining to the lands in question will be concluded with the Municipality of Oka, unless the content of the Kanesatake Mohawk Laws is comparable to the uses and standards set out in Schedule "B".
32. The mutually-acceptable arrangement on harmonization referred to in s. 31 will be based on the principles set out in Schedule "C" to this Agreement.
33. For greater certainty, section 31 will also apply to those parts of a development plan, as contemplated in section 24, that deal with the lands referred to in section 29.
34. Any construction that takes place on Kanesatake Mohawk Lands will be subject to the building standards as set out in the *National Building Code* and in any subsequent amendments thereto.
35. Kanesatake will seek to resolve any disagreements with the Municipality of Oka in relation to harmonization arrangements through a mutually-agreeable dispute resolution process.

PART X: ENFORCEMENT AND ADJUDICATION

36. Kanesatake's jurisdiction as set out in section 21 includes the power to enforce, and to provide for sanctions for the violation of, Kanesatake Mohawk Laws enacted pursuant to this Agreement, provided that such sanctions, which may include orders, fines, imprisonment and restorative justice measures, will not be greater than the general limits established, from time to time, for summary conviction offences under the *Criminal Code* for which no specific penalties or punishments are provided.
37. Subject to sections 38 and 39, Kanesatake may appoint persons to act as justices of the peace to interpret and adjudicate Kanesatake Mohawk Laws enacted pursuant to this Agreement.
38. The parties agree to negotiate an agreement that will make provision for the appointment and functioning of justices of the peace. The agreement will address, among other matters, the following:
 - (a) jurisdiction and qualifications of the justices of the peace;
 - (b) independence, impartiality and financial security of the justices of the peace;

- (c) supervision of the justices of the peace, including provisions to ensure that, once appointed, they may only be removed for misconduct or inability to perform their duties after review by an impartial body;
 - (d) the right to appeal any decision of such justices of the peace to the court of competent jurisdiction; and
 - (e) the relationship between the justices of the peace appointments and the existing justice system and institutions.
39. Kanesatake will not appoint any justices of the peace until the parties have concluded an agreement as contemplated in section 38.
40. The parties will make best efforts to conclude an agreement as contemplated in section 38 within twelve months of signing this Agreement.
41. Kanesatake will have the power to prosecute any offences committed under Kanesatake Mohawk Laws enacted pursuant to this Agreement through courts of competent jurisdiction.

PART XI: PROGRAMS AND SERVICES

42. Nothing in this Agreement or the Legislation is intended to affect the delivery of ongoing programs and services to the Mohawks of Kanesatake.

PART XII: RELATIONSHIP OF LAWS

43. All municipal by-laws, and provincial laws of general application that do not apply of their own force to or in respect of the Mohawks of Kanesatake but have been incorporated by reference through federal legislation, do not apply to the extent that they are inconsistent or in conflict with the Agreement and the Legislation or with a law or order made thereunder or to the extent that they make provision for a matter that is provided for by the Legislation.
44. In the event of a conflict between a provision of a Kanesatake Mohawk Law and a provision of a provincial law of general application that may apply of its own force, the Kanesatake Mohawk Law will prevail to the extent of the conflict.
45. In the event of a conflict between a provision of a Kanesatake Mohawk Law and a provision of an applicable federal law, the federal law will prevail, but only to the extent of the conflict.

PART XIII: LEGISLATIVE PROCESS

46. Canada will consult Kanesatake during the drafting of the Legislation, by:
 - (a) providing copies of the English and French versions of the legislative proposals to Kanesatake; and
 - (b) providing full opportunity and ensuring that Kanesatake has a reasonable period of time to present its views and comments on the drafts of such Legislation at meetings with Canada.
47. Prior to introducing the Legislation into Parliament, Canada will consider any comments made by Kanesatake on the content of such draft Legislation as to whether it accurately reflects the Agreement.

PART XIV: PROOF OF LAWS

48. In any proceeding, a copy of a Kanesatake Mohawk Law certified as a true copy by a duly authorized officer of the Mohawks of Kanesatake is, without proof of the officer's signature or official character, evidence of its enactment on the date specified in the law.

PART XV: FUNDING

49. Canada will provide funding towards the implementation of this Agreement in accordance with the terms and conditions approved by Treasury Board for this purpose.

PART XVI: RATIFICATION

50. Initialling of this Agreement by the Negotiators for Kanesatake and for Canada signifies that they will diligently seek ratification.
51. Ratification by Canada will take place following ratification by Kanesatake.
52. In the case of Kanesatake, ratification of this Agreement will be by secret ballot vote in which all members 18 years of age and over will be entitled to vote. The Agreement will be considered approved by Kanesatake if at least a majority of participating voters vote to approve it and the Mohawk Council of Kanesatake issues a resolution signifying that such approval has been achieved.
53. Kanesatake and Canada will also agree on such matters as notification, provision of information, community consultation and other ratification procedures.
54. In the case of Canada, ratification of this Agreement will be by signature of the Minister and the enactment of Legislation by Parliament.

Schedule "A"

1. For the purposes of this Agreement, Kanesatake Mohawk Lands include:
 - (a) Kanesatake Indian Lands no. 16;
 - (b) lands known as Doncaster Reserve no. 17, which lands were set aside for Kanesatake and Kahnawake;
 - (c) lands known as "Assenenson", "Chemin du Milieu" or "Centre Road";
 - (d) lands described in Article 2.1.1 of a Management Agreement entered into between Her Majesty the Queen in Right of Canada and Kanesatake Orihwa'shon: a Development Corporation on June 30th, 1999, and any such other lands included by way of amendment to the said article; and
 - (e) lands which may be added to lands identified herein, before or after the coming into force of the Legislation, through the resolution of the Seigneurie of the Lake of Two Mountains grievance, or as the result of any other means, and which both parties agree are lands within the meaning of s. 91(24) of the *Constitution Act, 1867*, and which Canada agrees to set aside and reserve as such, but not a "reserve" within the meaning of the *Indian Act*.

Schedule "B"

SECTION 1

The only uses permitted in the various sectors identified on the plan are as follows:

PERMITTED USES	SECTOR
Detached single family dwellings	1,2,3
Semi-detached single family dwellings or townhouses	1,2,3
Row single family dwellings from 4 to 8 units maximum	3
Duplexes	3
Bed and Breakfast (maximum 3 rooms)	1,2
Commercial establishments ¹	3
Gas stations	3
Accessory buildings ²	all sectors

¹Commercial establishments will be permitted on the ground floor and the first floor of two-story buildings, or else only on the ground floor where the first floor is occupied by residential units. The following are permitted establishments: shops, restaurants, professional personal and financial services establishments, as well as cultural establishments.

²These include either private garages, private pools, sheds, greenhouses or any other outbuildings that have a maximum surface area of 14 square meters and a maximum height of 3 meters. Accessory buildings are not permitted within the front setback. The total floor area of accessory buildings shall not exceed 10% of the surface area of the landsite.

SECTION 2

LAND USE STANDARDS

The following land use standards apply in the various sectors identified on the plan.

Sector 1	
Minimum surface area/ Serviced lots and landsites/detached buildings	650 m ²
Minimum width/ Serviced lots and landsites/detached buildings	18 m
Minimum depth/ Serviced lots and landsites/detached buildings	27 m
Minimum front setback/ Serviced lots and landsites/detached buildings	6 m
Minimum side setbacks/ Serviced lots and landsites/detached buildings	2 m
Minimum rear setback/ Serviced lots and landsites/detached buildings	9 m
Minimum surface area/ Serviced lots and landsites/semi-detached	460 m ²
Minimum width/ Serviced lots and landsites/semi-detached	15 m
Minimum depth/ Serviced lots and landsites/semi-detached	27 m
Minimum front setback/ Serviced lots and landsites/semi-detached	6 m
Minimum side setbacks/ Serviced lots and landsites/semi-detached	2 m
Minimum rear setback/ Serviced lots and landsites/semi-detached	9 m

Sector 2	
Minimum surface area/ Service lots and landsites/detached buildings	375 m ²
Minimum width/ Service lots and landsites/detached buildings	12 m
Minimum depth/ Service lots and landsites/detached buildings	15 m
Minimum front setback/ Service lots and landsites/detached buildings	2 m
Minimum side setbacks/ Service lots and landsites/detached buildings	2 m
Minimum rear setback/ Service lots and landsites/detached buildings	6 m
Minimum surface area/ Serviced lots and landsites/semi-detached	325 m ²
Minimum width/ Serviced lots and landsites/semi-detached	10 m
Minimum depth/ Serviced lots and landsites/semi-detached	15 m
Minimum front setback/ Serviced lots and landsites/semi-detached	2 m
Minimum side setbacks/ Serviced lots and landsites/semi-detached	2 m on one side
Minimum rear setback/ Serviced lots and landsites/semi-detached	6 m

Sector 3**Detached single family dwellings, row single family dwellings and duplexes**

Minimum front setback	6 m
Minimum side setbacks	2 m
Minimum rear setback	6 m
Commercial establishments	
Minimum front setback	1.5 m
Minimum side setbacks	3 m
Minimum rear setback	6 m
Gas Stations	
Minimum front setback	12 m
Minimum side setbacks	6 m
Minimum rear setback	6 m
Minimum width of serviced lots or landsites/Gas Stations	30 m
Minimum surface area or serviced lots or landsites/Gas Stations	1850 m ²

SECTION 3**MINIMUM DIMENSIONS OF LOTS AND LANDSITES THAT ARE EITHER NOT SERVICED OR PARTIALLY SERVICED (AQUEDUC OR SEWERS) IN ALL SECTORS.**

Lots and landsites totally or partially located within 100 meters from a watercourse		
	Non-serviced	Partially serviced
Minimum surface area	4 000 m ²	2 000 m ²
Minimum width	50 m	30 m
Minimum depth	75 m	75 m

Other lots and land sites		
	Non-serviced	Partially serviced
Minimum surface area	2 500 m ²	1 500 m ²
Minimum width	38 m	25 m
Minimum depth	60 m	50 m

SECTION 4 / Special provision

There can be no more than one main building per landsite.

Schedule "C"

Principles Governing Negotiation of Harmonization Arrangements with the Municipality of Oka

1. In this Schedule, "adjacent lands" means, in respect of Kanesatake, the Kanesatake Mohawk lands in the Village, which lands form part of Kanesatake Indian Lands No. 16, that are located in the sectors set out in Schedule "B" to this Agreement, and, in respect of the Municipality of Oka (hereinafter referred to as, "the Municipality"), lands adjacent to such lands.
2. Kanesatake and the Municipality should pursue the future development of their respective adjacent lands in mutual harmony and with respect for one another's laws. To that end, they should negotiate arrangements to ensure the harmonization of laws or by-laws governing such lands.
3. Harmonization arrangements should establish a dispute resolution process, including arbitration, if necessary, to resolve disagreements between the parties.
4. Any commitments by Kanesatake to harmonize Kanesatake Mohawk Laws with the laws of the Municipality in relation to Kanesatake adjacent lands will require reciprocal commitments by the Municipality.
5. Kanesatake will be released from a commitment to harmonize Kanesatake Mohawk Laws with the laws of the Municipality in relation to Kanesatake adjacent lands in the event that the Municipality:
 - (a) enacts a by-law amending a planning by-law in breach of its commitments to harmonize with Kanesatake Mohawk Laws, unless the Municipality has a legal obligation under Quebec law to enact such a by-law, or
 - (b) permits any uses, activities or construction in contravention of its own planning by-laws, which uses, activities or construction significantly prejudice the interests of an occupant of Kanesatake adjacent lands.
6. A harmonization arrangement may determine the level of compatibility required for various laws or by-laws of Kanesatake or the Municipality in relation to their respective adjacent lands.

*LE DEVOIR, 22 décembre 2000, A.4

Le Conseil de bande aura autorité sur un plus grand territoire

L'entente a été approuvée par la moitié des Mohawks de Kanesatake

Les autochtones ne renoncent pas à leurs droits éventuels sur la Seigneurie du lac des Deux-Montagnes

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

L'entente historique transférant aux Mohawks de Kanesatake des terres sur lesquelles ils auront autorité a été officiellement signée hier à Ottawa, mettant fin à des années d'incertitude juridique.

La conclusion de l'entente entre les Mohawks et le gouvernement fédéral avait été annoncée en juin, mais le conseil de bande de Kanesatake devait encore la faire approuver par sa population. Du millier de personnes habilitées à voter, seulement 486 se sont prévaluées de leur droit. Et le résultat a été très serré: 269 ont appuyé l'entente, 267 s'y sont opposées.

Le grand chef des Mohawks, James Gabriel, soutenait toutefois qu'un tel vote ne remettait pas en question la légitimité de l'entente. *«Il est toujours sain d'avoir de la divergence d'opinion. Il ne faut pas oublier que nous avons des traditionalistes sur notre territoire qui ne participent pas à ces élections parce qu'ils ne les jugent pas légitimes. [...] Je respecte beaucoup leur choix.»*

Le gouvernement fédéral devra encore faire adopter une loi à la Chambre des communes pour rendre effective l'entente.

Comme cela a déjà été annoncé, donc, le gouvernement fédéral transférera des terres à la communauté mohawk et certains droits de gestion s'y rattachant, ce qui constituera *«d'assise territoriale provisoire»* de la communauté. Les terres ne deviennent pas une réserve indienne au sens de la loi, mais elles appartiennent au conseil de bande, qui obtient ainsi compétence en matière de maintien de l'ordre et de respect de la loi. Le conseil de bande aura de plus le droit d'adopter des règlements concernant la gestion des déchets, l'inspection des bâtiments, le zonage, la protection et la gestion de la faune et du poisson. Il pourra aussi réglementer la circulation.

Kanesatake pourra également nommer des juges de paix, qui interpréteront les lois mohawks et rendront des décisions en rapport avec ces lois.

Le gouvernement fédéral estime que cette entente met fin à l'incertitude qui régnait quant à l'autorité devant s'exercer sur les terres convoitées. *«Cela a entraîné une incertitude considérable relativement à l'application des lois à Kanesatake, au détriment de tous les résidents de la région, et a nui à la capacité de la communauté de Kanesatake de gérer ses terres»*, indique le document fédéral.

«La bande [mohawk] a été enregistrée sous la Loi

sur les Indiens, mais ce n'était pas une réserve, alors ils n'avaient pas le pouvoir de gouverner leurs terres», a expliqué hier Eric Maldoff, le négociateur en chef de l'entente pour le gouvernement fédéral.

L'entente prévoit que les lois qu'adoptera Kanesatake devront être harmonisées avec celles déjà appliquées dans le village voisin d'Oka. L'harmonisation, toutefois, *«est à double sens»*, prévient le texte. *«Elle dépend de la bonne volonté et de la collaboration des deux collectivités.»* Un cadre est établi pour régir les discussions à cet égard entre autorités autochtones et non autochtones.

Mais comme telle, la question de Kanesatake n'est pas close pour autant. Les Mohawks réclament encore le pouvoir sur la Seigneurie du lac des Deux-Montagnes. L'entente stipule clairement qu'elle n'est en rien un règlement de ce litige ou de tout autre qui pourrait survenir.

«Il ne s'agit pas d'une entente finale comme cela serait le cas avec un traité, a expliqué James Gabriel. Nous avons des négociations en cours. Ce que cette entente fait, c'est de clarifier le statut du territoire et quels lois et règlement s'y appliqueront. Et l'entente indique comment le conseil de bande mohawk gouvernera le territoire.»

5559-68-02
Assises territoriales
Kanesatake

- * LE SOLEIL, 22 décembre 2000, A10
- * LA PRESSE, 22 décembre 2000, A7
- * JOURNAL DE QUÉBEC, 22 décembre 2000, 13

« Moment historique »

Les Mohawks de Kanesatake signent une entente de gestion de leur territoire avec le fédéral

JULES RICHER

Presse canadienne

OTTAWA — Le gouvernement fédéral et la communauté mohawk de Kanesatake ont signé, hier, une entente permettant à ces autochtones de gérer le territoire sur lequel ils vivent. Les Mohawks avaient approuvé de justesse l'accord au mois d'octobre.

Le ministre fédéral des Affaires indiennes, Robert Nault, n'a pas hésité à comparer la signature finale de l'entente à un « moment historique ». « Cet été a marqué le 10^e anniversaire de la crise d'Oka. La violence et la méfiance de crise qui a duré tout l'été ont été remplacées par du dialogue et de la négociation, et une compréhension plus grande », a-t-il dit à l'occasion d'une cérémonie qui a eu lieu au parlement fédéral.

Toutefois, les Mohawks avaient failli dire non à cet instant historique. Le scrutin avait été très serré : 239 personnes avaient voté en faveur de l'entente et 237 contre. Le taux de participation avait été d'un peu moins de 50 %.

Selon le grand chef James Gabriel, qui était présent à la cérémonie, un résultat aussi serré témoigne d'un débat vigoureux dans sa communauté, ce qui, à son avis, est bon pour la démocratie. En outre, le faible taux de participation s'explique, estime-t-il, par la réticence traditionnelle des autochtones à prendre part à des votes.

L'entente, qui devra être avalisée par le Parlement, fournira de nouveaux outils légaux aux autochtones. « Pour la pre-

mière fois, la communauté aura le pouvoir de gérer ses affaires et cela va clarifier les questions de juridiction entre le fédéral, le provincial, le village (d'Oka) et les Mohawks », a expliqué pour sa part le négociateur fédéral Eric Maldoff.

« Le but de l'exercice, c'est d'établir la loi, la paix et l'ordre dans la région, et je pense que c'est un très bon début », a-t-il ajouté.

L'entente offre une assise territoriale temporaire aux Mohawks, dont ils sont responsables. Temporaire parce qu'elle prévoit l'ajout éventuel de nouvelles terres pour la communauté. Mais il ne s'agit pas d'une réserve, précise-t-on.

FEU AUX POUDRES

Ottawa a commencé à acheter des terres pour les Mohawks dans le secteur dans les années 20. Depuis la crise d'Oka en 1990, le processus d'achat s'est accéléré.

C'est l'incertitude légale au sujet des terres de Kanesatake qui avait été l'une des causes principales de la crise de 1990. On se rappellera que c'est la construction d'un terrain de golf sur des terres réclamées par les Mohawks qui avait mis

le feu aux poudres.

Interrogé à savoir si l'accord signé hier ouvrait la porte à la construction d'un casino à Kanesatake, le négociateur Eric Maldoff a répondu que la mise en place d'un établissement de la sorte exigeait des approbations du fédéral et de la province.

Actuellement, le territoire mohawk de Kanesatake couvre presque 1000 hectares.

Le but de l'exercice est d'établir la loi, la paix et l'ordre

* THE GAZETTE, 26 décembre 2000, A10

Some unhappy about Oka deal

INGRID PHANEUF
The Gazette

The signing Thursday of a land-claims agreement between the federal government and the Mohawk band council of Kanesatake has aroused some opposition in the tiny settlement near Oka.

Among the lands turned over in the deal is a parcel of land at the heart of the settlement, including 57 homes, formerly occupied by non-Mohawks. The federal government originally purchased this land in 1925. If Parliament approves the new land-claims deal next year, the land will be turned over to the Mohawks. In the meantime, the land is being held by the Mohawk Development Corp.

"There is no doubt in our minds that (band chief) James Gabriel and the band council are working for the best interests of the federal and provincial governments," Kanesatake resident Pearl Bonspille said.

Band-council members sit on the corporation's board of directors, Bonspille said.

"That land belongs to the Mohawk people. It's not for the council, or for a corporation, to go ahead and decide what to do with it."

Walter David, a member of the long-house, the traditional Mohawk government unrecognized by the Indian Act, agreed.

"The council is a creation of the federal government," he said. "This is just a way for the federal government to get hold of our land. I don't think many people here trust the council when it comes to land claims."

'WILL REVERT TO PEOPLE'

But James Gabriel said the corporation is holding the land only until Parliament makes the deal law. "After that, the land will revert to the people."

Bonspille also challenged the legitimacy of the October vote on the agreement. She said the majority of voters living on the reserve voted against it.

"The yes side won by only two votes, and 61 votes were mailed in by people living outside the community." (The tally was 239 in favour, 237 opposed.) Bonspille said the community was not consulted on the vote or on the agreement's contents.

But Indian Affairs Department official Nicole Dakin said information on the agreement provided to residents prior to the vote was accurate.

"And everyone had a chance to vote," Dakin said.

Gabriel said members of the community were consulted extensively.

"We held several workshops and meetings throughout 1998 and 1999, prior to drafting the agreement. The people who didn't attend the workshops are the ones who didn't get a say. And those are the people who are complaining now."

Be that as it may, opponents said they'll keep voicing their concerns.

"Community members will be mobilizing, and we will use whatever means necessary to overturn this agreement," Bonspille said.

"If that means resorting to legal action, we will."

THE GAZETTE, MONTREAL, FRIDAY, DECEMBER 22, 2000 A/B

Land-deal vote in Kanesatake hailed as milestone agreement

MIKE BLANCHFIELD
Ottawa Citizen

OTTAWA – Indian and government leaders say they are not concerned that more than half the eligible voters in Oka's Mohawk community failed to cast ballots on what they call a milestone land agreement on the road toward self-government.

Approximately 52 per cent of the 1,000 eligible voters in the Kanesatake Mohawk community of Oka stayed away from the polls in October when they were called to vote on an agreement with the federal government giving them more control over their land.

The vote was a close one, 239-237.

The agreement was heralded as a "milestone" and celebrated with a signing ceremony yesterday on Parliament Hill that included a Mohawk prayer.

It was the result of ongoing negotiations that began after the 1990 Oka siege in which a Quebec provincial police officer was killed in a dispute that centred on whether the town would be allowed to build a golf course on a sacred Indian burial ground.

Yesterday's "property management agreement" stops far short of giving

the Kanesatake Mohawks self-government, but it does recognize their land base and gives them more administrative control over their community.

Grand Chief James Gabriel stopped short of saying he was disappointed by the low voter turnout, given the importance of the deal to the future of his community. He said a "traditional" segment of the aboriginal population does not usually vote.

"We endeavour to inform them, to have participating workshops," he said. "It's not up to us to force them out."

NOT TROUBLED

"Clearly, that's one of the topics that we face, not only in our community, but with First Nations Canadians in general: trying to reconcile the modern democratic government with the traditional," he added. "That question will always be there."

Indian Affairs Minister Bob Nault said he found neither the closeness of the vote nor the low turnout particularly troubling. "I don't have any concern, quite frankly," he said. "As long as the process is transparent and fair."

One of the government lawyers

who helped negotiate the deal bristled when Nault and Gabriel were pressed by reporters about the low turnout.

"You should check the voting records in Quebec for school board and municipal elections," said Eric Maldoft, interrupting a reporter who was attempting to ask Gabriel what could be done to raise voter interest in his community.

Voter turnout in municipal elections can be low, sometimes less than 40 per cent. However, Ottawa voters turned up in record numbers – 47 per cent – for the recent municipal vote, which was the first election for the newly amalgamated city of Ottawa.

With the future of their province at stake, a record 93.5 per cent Quebecers went to the polls in the 1995 referendum.

Voter participation in last month's Canadian federal election barely grazed 60 per cent – the lowest turnout in history.

In comparison, slightly more than half the eligible voters in the U.S. turned out at the polls for the recent presidential elections. That was slightly higher than the 49 per cent voter turnout in 1996, the lowest in an American election in 72 years.

TÉLÉCOPIE

Date: 13/08/01	No. Pages: 2
Compagnie :	Location :
Attention :	No. Fax :
Exp: Richard R. Faucher	Location: Montréal

- Mme Marie-Pier Langelin
418-646-4918

- M. Ghislain Marchand
418-643-4318

Pour votre information.

Salutations

R. Faucher

L'éveil
du
11 Août 2001



Les débats se poursuivent dans nos pages de L'ÉVEIL sur au moins deux sujets: la fusion à Sainte-Marthe-sur-le-Lac et la future mine Niocan, à Oka. Ainsi, d'une part, le maire, M. Michel Leroux, et ses conseillers prônent une fusion des sept municipalités de la MRC de Deux-Montagnes et, d'autre part, les deux conseillers indépendants, Mme Lucie Leblanc et M. Luc Bouchard, veulent plutôt une fusion de Sainte-Marthe-sur-le-Lac et de Deux-Montagnes. À Oka, les opposants et les défenseurs de la future mine Niocan nous envoient des lettres ouvertes. Cette semaine, nous publions une lettre ouverte et, la semaine prochaine, si le lecteur réduit la longueur de sa lettre, nous en passerons une seconde sur ce projet qui fait couler beaucoup d'encre.



Hélène Robert,
députée de Deux-Montagnes

Radon

Ce dossier semble accuser un certain retard dans sa réalisation et les citoyens d'Oka qui sont concernés ont raison de faire état de leur insatisfaction. Je m'engage à poursuivre, sans relâche mes démarches auprès des instances appropriées pour que nous en arrivions le plus tôt possible à la conclusion attendue par la population.

Niocan

Dossier chaud, je le reconnais, qui poursuit son cours selon toutes les étapes prévues au titre de l'établissement d'une telle exploitation dans la région. Je salue au passage la civilité, le respect et le professionnalisme des parties engagées dans ce dossier.



En faveur de la future mine Niocan

Sujet: votre article paru dans L'ÉVEIL du 28 juillet concernant le front commun contre le projet Niocan.

Madame,

J'ai pris connaissance de votre article et j'aimerais lui apporter quelques précisions.

Je tiens à préciser, madame, que moi, je suis pour le comité des citoyens d'Oka qui dit oui à la future ouverture de la mine Niocan. Dans votre article, vous faites mention que les citoyens s'inquiètent et veulent connaître les risques et répercussions au niveau environnement et de leur qualité de vie, notamment en ce qui concerne le dynamitage, le bruit, la poussière, les impacts sur la production agricole, la contamination de la veine d'eau, la baisse du niveau de la nappe phréatique et la propagation du radon. Tous

ces aspects ont été vérifiés par la CPTAQ, et même les dirigeants de Niocan ont fait je ne sais combien d'assemblées publiques pour informer les citoyens de tous les aspects de la future mine. Prenons seulement le dynamitage. Tous à Oka savent que le dynamitage se fera sous terre par tranche de 5 pieds de roche et que la fosse créée sera immédiatement remplie de ciment. Tous savent qu'il n'y a aucun danger de poussière car le raffinage des métaux se fera sous terre.

Et je pourrais démolir les arguments des gens qui s'opposent à la mine un par un. La plus grosse blague concerne la propagation du radon à cause de la mine. Qu'il y ait exploitation de la mine ou non, le radon ne sera pas plus propagé qu'à l'heure actuelle. Vous le savez comme moi, le radon est naturel dans la nature et je sais de quoi je parle, je suis moi-même une victime du radon dans ma résidence et la mine n'est même pas exploitée. Le radon est présent dans la région d'Oka depuis plus d'un million d'années. Il me semble que les opposants à la mine doivent le savoir.

Vous mentionnez aussi le référendum qui a été tenu dans l'ancienne paroisse d'Oka où 62 % des résidents se sont opposés au projet. On sait qu'un référendum est toujours à titre consultatif et non décisionnel. Par contre, je trouve curieux que les opposants à la mine ne parlent pas de la consultation qui a été

où les citoyens étaient à 92 % en faveur de l'ouverture de la mine.

Et de plus, la communauté Mohawk se met de la partie et revendique le territoire de la mine. Sur ce point, je ne m'y attarde pas, car si on les écoutait, ils revendiqueraient le Canada au complet.

En tout dernier lieu, je ne tiens qu'à préciser une seule chose. L'ancien site de la St. Lawrence Colombium devrait être décontaminé d'ici un jour proche et si ce n'est pas la mine Niocan qui le fait, ce sera les citoyens de l'ancienne Paroisse d'Oka qui devront en payer les frais. Ce montant, pour la décontamination, commence à 1,5 million de dollars et pourrait se chiffrer à 22 millions de dollars. Alors ma question est celle-ci. Le conseil de bande de Kanosatake et l'UPA ont fait appel au ministre de l'Environnement afin d'empêcher l'ouverture de la future mine. Si cela était vrai, les travaux à l'ancien site de la SLC pourraient se chiffrer, pour les citoyens de l'ancienne Paroisse d'Oka, à 8 millions de dollars.

Le conseil de bande et l'UPA vont-ils vouloir, dans un temps futur proche, payer une partie de la note?

Je dis oui à l'agriculture et oui à la mine.

Francine Gagné,
résidente d'Oka-sur-la-Montagne

Big Bear Trading
 Café Delight
 Chilly Willy's
 Club Rez
 Deer Crossing
 Dustin's Convenience
 Eagle's Nest Convenience
 Edgewater Restaurant
 Eileen's Bakery
 Elder's Lodge
 Evelyn's Convenience
 Hamburger Heaven
 J & J's Minimart
 Jacobs Hardware
 Kahnawake Market
 Kahnawake Pizza & Subs
 Khanata Convenience
 Kodee's Convenience
 KMHC Coffee Shop
 Lafleur's Market
 LP's Convenience
 McComber's Convenience
 Mimi's Convenience
 OCR Gas Bar
 OCR Necessities
 Osha
 Otiohkwa Video
 Peacepipe Convenience
 Robertson's Distribution
 Snackers
 Tekanatokén T.P.
 Tori's Convenience
 Tri-Star Restaurant
 The Water Drum
 V. Sumbly Pharmacy
 Village Variety
 Wheels Convenience
 Wild, Wild West
 Wolfco 138 & 207
 Wolf's Den
Akwesasne & Kanesatake
 Mohawk Gas Bar in Kanesatake
Also available in Chateauguay
 Euro Deli, Maison De La Presse
 Mini General (St. Francis), Paul Durocher
 Pharmacy, Tony's Pizza

ADVERTISERS

- Alert Sprinklers 22
- American HD 8
- Au Vieux Duluth 6
- Audio Video Quebec 1
- Bryan Lawrence Garage 24
- Buddy's Ice Cream 19
- Café Delight 14
- Caisse Populaire Kahnawake 23
- Canidac Automobiles 8
- Cannon's Auto Sales 4
- Carpets Blanchette 4
- Chamoun & Marinis Kateri Pharmacy 24
- Curt's Auto Service 24
- Cutie Couture 17
- Day Taxi 3

Kanesatake talks of unity in land dispute

STEVE BONSPIEL
 THE EASTERN DOOR

The land dispute in Kanesatake has reached a point where both the Mohawk Council and the longhouse have agreed to work together to solve the issue and bring Ottawa back to the negotiating table.

This approach differs from 20 years ago during the 1990 Crisis when the longhouse took the reins and the inept MCK of the time stood idly by while negotiations took place.

The partnership was confirmed Monday at a press conference held at the Mohawk Immersion School in the Pines, an area that has once again come under fire, this time by Normand Ducharme, a developer with a company called Norfolk.

"Let's be clear, the lands of the Seigneurie of the Lake of Two Mountains are burdened by our ancestral and treaty rights," said Mohawk Council Grand Chief Paul Sohenri:se Nicholas. "Our Mohawk title and our rights are protected under Canadian law."

Nicholas went on to say that in 1718 the community was guaranteed that the land within the Seigneurie would be protected for the use of future generations by the Sulpicians.



STEVE BONSPIEL THE EASTERN DOOR
 Mohawk Council Chiefs Gordon Oke and Paul Nicholas called on the federal government to return to the negotiating table.

He also cited the 1760 Treaty of Oswegatchie, the 1763 Royal Proclamation and the Treaty of Paris, all three of which specifically spell out the rights of Kanesatake Mohawks to their land. "The use and sale of the lands to non-Mohawks was and still is illegal and is contrary to Canadian constitutional law," he said.

"Even the federal government recognized that the crown breached its treaty and fiduciary obligations in that it never intervened to protect the rights of the Mohawks with the Seigneurie. We never surrendered our rights to this land and we will never do so," he said.

Nicholas and the MCK called on a return to negotiations with the federal government and

a return of stolen ancestral land. The MCK also refused cash for the land, saying only the return of the land in question would be acceptable.

Norfolk sent a crew of three men to Kanesatake January 18 to attempt to cut down trees on land acquired that was slated to be divided into three lots and sold.

See Mohawk Council page 17

VOYAGES HANDA TRAVEL
 Tel: 514 789-6434
 245 D'Anjou Blvd
 Tel: 450 692-1960

ORTHODONTIST DENTIST
 Dr. Bruce M. Oliver

Mohawk Council, Longhouse to fight developer in name of whole community

Continued from page 4

The workers were warned not to cut trees by locals and they left without incident.

"Have any of the governments learned the lessons of 1990?" Nicholas asked.

Nicholas also requested that the government of Quebec come to the table as well and that Canada purchase the land from Norfolk.

"Under the specific claims policy we would have to abandon our treaty rights and title for some money. This isn't about money; this is a principle issue and a legal issue that addresses rights and freedoms. I also think it is an identity issue."

Nicholas also talked about the stress further development would cause to the residents of the adjacent Onen'tó:kon Treatment Centre.

"Our ancestors started this fight," said MCK Chief Gordon Oka as he addressed the media in French. "We can blame the church, religion or the courts. Today we are blaming the federal government for the theft of our territory. They said it themselves that our land was stolen, it's as simple as that."

Oka called Norfolk out, saying he doesn't know why they would try to develop on

Gabriel said that a deal was brokered by the longhouse in 1990 with the federal government, but they have broken that promise 20 years later.

"Canada spent hundreds of millions of dollars to avoid real solutions by undermining the efforts at self determination by the longhouse people," she said. "As a result more land has been stolen by developers with the knowing consent of both levels of government."

Gabriel added that Canada continues to deny the longhouse people in talks for land, something which has to change.

"Our major concern has been and always will be the protection of the environment, the land, and its resources for the use of present and future generations."

Other issues, such as the Indigenous Declaration before the United Nations and the pro-

posed Niocan mine on Kanesatake territory need to be addressed as well, she said, as she called the Conservatives a 'rogue government' for their failure to sign onto the UN accord.

The media spotlight has slowed Ducharme's plans down and he has now publicly stated that he will not continue plans to develop the land until he gets a clearer picture of how the problem can be addressed.

"For the time being we're going to let the temperature cool down a little bit to see if we can negotiate something with the band council or the government of Canada or whoever wants to do something with the land," said Ducharme.

The cutting of trees that could cause damage to a neighbouring property will 'have to be done' according to Ducharme.

"The insurance company said we have to cut the trees or they won't cover it because they pose a danger. We have no choice but to cut the top of the trees."

He would not say when he would come back in to cut the trees but he has been advised by his lawyer to proceed cautiously.

"We're going to sue the federal government asking them to get the people under control and to prevent further invasion of our land or lack of enjoyment of our land," he said.

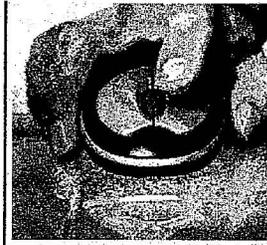
The Mohawk Council of Kahnawaké put out a press release supporting Kanesatake's stance this week, although it is unclear how far its involvement would go. The 207 Longhouse had not been asked as of press time for its support.

"We are ready to work in conjunction with the (Kanesatake)

Mohawk Council on this," said Gabriel. "At the end of the day all community members have the same goal and that is to protect the land. Let's put aside our differences and work together for the common good of the people and the future generations."

steveb@easterndoor.com

Check out our website:
easterndoor.com



Come & check out our new line of strollers from Bumbleride.



bumbleride.

Sat to Wed: 10am-5pm
Thurs & Fri: 10am-7pm

Cutie Couture

...Everything for your lil' cutie

Gift Certificates Available

450-635-5670

Located at Deer Crossing Plaza - 22, Hwy 138, Unit 0
(Across from Mohawk Bingo)

For updates, visit: www.shopcutiecouture.com



450-692-8112 • 3
88 St. Jean Baptiste, Chateauguay

Tahiti
Restaurant

put the ball Oka's Town Council, wondering why Norfolk wasn't better informed.

The press conference was well attended, with about a dozen media outlets represented.

The issue has been put to the Iroquois Caucus for help, but Nicholas said that the group, which represents seven Iroquois communities, has not given feedback on the issue yet.

Longhouse spokesperson Ellen Gabriel told the throng of media that the community is ready to stand up to further development. "If those people come back and try to cut trees, I'm sure they will be stopped because people here care about this land."

Seamless

LUNCH SPECIALS
Soup, Sandwiches, Salads,
Pies & Pastries.

Cupcakes & Treats
for Holidays and Parties!

Bakery

Daily Lunch
Specials
Catering
Open 7 days

Old Malone Highway
Kahnawake

450-638-CAKE (2253)

CORNBREAD EVERY SATURDAY & SUNDAY

Martha Montour • Lawyer & Accredited Mediator

Mediation & Collaboration
Family & Community Matters
(peaceful alternative to litigation)

- Divorce & Separation
- Children & Parents
- Property Issues

Tel: 450.635.3322

P.O. Box 939 Bush Road, Kahnawake J0L 1B0



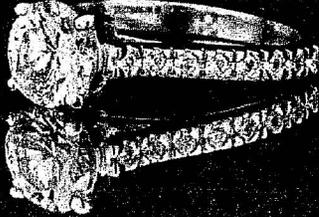
SOUP STATION

- YET CA MEIN
(Chicken or Pork or Shrimp)
- TAHITI SPECIAL WON TON
(Combo of Pork, Chicken and Shrimp)
- "SHUI GOW" - HONG KONG STYLE
(Shrimp Won Ton with Noodles)

DELICIOUS & HEALTHY

Engaged?

Announce it!



The Eastern Door
Bridal Guide
Publishing Friday, February 12th

Drop off or email your
announcement and photo to:
reception@easterndoor.com

Deadline is **Tuesday, February 9th.**
Free - One per couple.

In-home Decorating Service
Measurement & Installation
Coloration Service
Window Coverings
Drapery Hardware
Custom Draperies
Blinds & Shutters
Paint & Wallpaper
Bedspreads & Comforters



AUTHORIZED DISTRIBUTOR OF:

MAXIMAR
WINDOW FASHIONS

Wood & faux wood blinds
MANDALAY alternative multi-shades
MIRA VISTA Roller Shades & Panel Tracks

SHUTTERS:
Summerset & San Marco PVC Shutters
Tilia & Cashmere Hard Wood Shutters
We make specialty shapes

146 Boyer, St. Isidore, QC
(In the Tapis Lanctôt Complex) **(450) 454-1028**

Les esprits s'échauffent encore à Kanésatake

■ Branle-bas autour du projet d'un promoteur voulant couper des arbres sur un terrain lui appartenant

Les Mohawks de Kanésatake menacent de lancer une autre crise comme celle de 1990, si un promoteur immobilier coupe des arbres sur un terrain qu'il a pourtant acheté tout à fait légalement, il y a deux ans.

centenaires, qui menaçaient de tomber sur une maison voisine.

Achetés légalement

Selon lui, les terrains ont été achetés légalement et un notaire a fait un examen des titres et tout était en règle. Aussi, une vérification faite à la municipalité d'Oka montre que le terrain ne faisait l'objet d'aucune revendication.

« J'ai payé la taxe de bienvenue et je paie les taxes foncières chaque année », dit M. Ducharme.

Dans une lettre récemment envoyée par le Conseil de bande de Kanésatake, on ferait clairement allusion à la crise d'Oka de 1990, si le promoteur ne bat pas en retraite.

L'affaire devra pourtant se régler bientôt, puisque l'entreprise prévoit couler les fondations des maisons dès le printemps.

Un négociateur du gouvernement fédéral entré au dossier pourrait faciliter les choses.

Les représentants du Conseil de bande n'ont pas retourné les appels du *Journal*.



marc.pigeon@journalmtl.com

Les autochtones, masqués et munis de leur drapeau des Warriors, se sont présentés en grand nombre, menaçants, hier, aux abords de la route 344, afin d'empêcher toute coupe d'arbre.

« Ils avaient des appareils photo et nous photographiaient, nous et nos plaques d'immatriculation », a dit le chef de chantier Luc Côté de la compagnie Norfolk, qui détient ces terrains.

« Si on arrive là avec de la machinerie lourde, ils vont sortir des *Kalashnikov!* », craint le promoteur, Normand Ducharme.

« On se retrouve dans un drôle de cul-de-sac, poursuit-il. Quelqu'un devra mettre ses culottes et nous protéger. La SQ ou l'armée, je ne sais pas. C'est la loi du Code civil contre la loi des Indiens. »

Ancêtres

Les autochtones ont clairement avisé les travailleurs de ne pas mettre les pieds sur ce terrain, de ne rien y couper, qu'il ne s'y bâtira jamais rien, puisque ces terrains appartiennent à leurs ancêtres.

L'affaire remonte à deux ans. Pour une somme de 200 000 \$, l'entreprise Norfolk a acheté un terrain de 100 000 pieds carrés afin d'y construire trois maisons. Le terrain est magnifique, avec ses pins hauts d'une centaine de pieds et sa vue imprenable sur le lac des Deux-Montagnes.

« Ce sera des maisons unifamiliales assez luxueuses », dit le promoteur, Normand Ducharme.

Hier, on s'y rendait abattre trois arbres



PHOTO LE JOURNAL

■ Les émondeurs ont rebroussé chemin lorsque des Mohawks de Kanésatake se sont présentés pour leur interdire l'accès au terrain.

Écrivez-nous des étonnements à Kanésatake?

ÉCRIVEZ-NOUS : opinions@dm.canoe.ca

APPELEZ-NOUS : 514 529-1177 Ext. 1868 767-6161

De canals et Adbe

Scandypubly

⊕ AFF. P. 10/10/10

Jeu vidéo : de grosses affaires

En l'espace de quelques années seulement, Québec a su se tailler une place enviable dans l'industrie de l'art numérique et du divertissement grâce entre autres à l'implantation de quelques sociétés de jeu vidéo. Si bien que ce secteur d'activités est aujourd'hui considéré comme un axe important de croissance pour la Vieille Capitale.

Il y a quelques années, la rareté de la main-d'œuvre qualifiée dans le domaine du jeu vidéo était un problème majeur à Québec, se souvient Dominique Brown, président-directeur général de Beenox, une compagnie de jeux vidéo qui est passée de 30 employés en 2005 à 330 aujourd'hui.

«Pour que les entreprises puissent prendre de l'expansion, la formation de la main-d'œuvre est la clé. Nous avons donc participé à la mise sur pied de cours spécialisés dans le domaine du jeu vidéo aux cégeps de Sainte-Foy et Limoilou», indique-t-il.

L'École nationale en divertissement interactif a également ouvert ses portes récemment dans le quartier Saint-Roch.

Et pourquoi une telle croissance? Auparavant, Beenox faisait de la conversion pour les différentes plateformes de jeu, alors que maintenant, elle fait de plus en plus de développement – *Guitar Hero Smash Hits* notamment – une opération beaucoup plus complexe qui demande davantage de main-d'œuvre. L'entreprise a aussi lancé une division d'assurance qualité de jeux vidéo.

Et sans vouloir en dire davantage, M. Brown mentionne que son entreprise travaille actuellement à son plus gros projet depuis sa création.

Beenox n'a pas été la seule compagnie à croître de façon phénoménale ces dernières années à Québec. Le géant Ubisoft s'est installé dans la Vieille Capitale en 2005 et est continuellement en train d'embaucher.

C'est le cas également de Frima, qui a été créée en 2003

et qui compte maintenant 250 employés.

«Nous avons financé notre croissance en réalisant des jeux pour des grandes compagnies», indique Steve Couture, président de Frima.

L'entreprise a fait beaucoup parler d'elle à la fin 2009 avec le lancement de la communauté virtuelle pour enfants Littlest Pet Shop Online, qu'elle a réalisée pour le compte d'Electronic Arts. «Le plus gros jeu vidéo jamais produit à Québec», dit-on chez Frima.

Toutefois, l'entreprise souhaite de plus en plus développer ses propres marques de jeux. «Nous avons d'ailleurs fait beaucoup d'efforts au plan du marketing avec le lancement à l'Halloween de notre jeu *Zombie Tycoon* et, en 2010, on se bâtira une bonne équipe de marketing parce que c'est vraiment vers là qu'on s'en va», indique M. Couture.

De plus, un peu comme l'a fait Ubisoft il y a quelques années, Frima prendra le virage du cinéma en 2010. «Nous allons créer un véritable studio d'animation 3D et d'effets spéciaux parce que le monde du jeu vidéo et celui du cinéma sont en train de converger.»

Mohawks say no to development

SIGN POSTED TO BACK LAND CLAIM

Company wants to construct 3 houses near the Pines, scene of Oka crisis

KATHERINE WILTON
THE GAZETTE

A defiant group of Kanesatake Mohawks erected a sign on 150-year-old pine trees yesterday instructing a developer not to build houses on disputed land across the street from their ancestral burial ground, which was the flashpoint of the 1990 Oka crisis.

"Our ancestors planted those trees. It is part of our land claim and we are going to defend what is ours," said Maria, a Mohawk woman who refused to give her last name.

She and a handful of other residents of Kanesatake, about 55 kilometres west of Montreal, turned up on Highway 344 yesterday, just minutes after three men had arrived to cut down a few pine trees that the land's owner says are in danger of falling on a neighbouring property.

But the Mohawks' message was clear: They don't want any non-natives cutting down pine trees on the 9,290-square-metre piece of land.

"We have chain saws, and if it is dangerous, we will take care of it," Maria said to Luc

Côté, a manager at Norfolk Finance, the company that bought the land 18 months ago for \$200,000.

After listening to the Mohawks' objections, Côté and two workers with him left the property yesterday without felling a single tree.

Twenty years ago, Mohawks were involved in a 78-day standoff with police and the army during what became known as the Oka crisis, which occurred after Oka town council wanted to expand a golf course on to the Pines, a tree-covered land adjacent to the burial ground.

The Kanesatake band council referred to events during the 1990 Oka crisis when it sent a letter last month to Norfolk's owner, Normand Ducharme, demanding he not develop the land.

"The Mohawk Council would like to prevent a repeat of the events similar to those of 1990 by having an open dialogue with you and the appropriate

authorities in order to resolve our issues in an expeditious manner," the letter said, adding that they would be happy to provide Ducharme with historical information about Mohawk land claims in the area.

After receiving the letter from the band council, Ducharme wrote back to say he was prepared to meet with the council to discuss the situation. He said he is still waiting for a reply.

Kanesatake Grand Chief Sohenrise Paul Nicholas was not available for comment yesterday.

Ducharme said yesterday he was surprised that Mohawks are objecting to the development of the land, which calls for three homes to be built on the property.

"The land that is sensitive (the burial grounds and the Pines) is across the street," he said. "There are no legal claims (filed) on my land. The land is our property and I am within my rights, according to the Quebec Civil Code."

Ducharme said he is waiting for the town of Oka to deliver cadastral numbers before trees are cleared to make way for driveways and foundations for the three houses.

Ducharme said he may construct the houses himself or sell the land to a developer,

who will do the building.

He said he doesn't know what he will do if Mohawks try to block his men from working on the land. "It is their rights against mine," he said of the Mohawks. "I don't have an army with me. It is a question of civil rights."

Signs of potential trouble over the disputed land surfaced in November, a few weeks after For Sale signs were erected on the property.

Local Mohawks attached Warrior Society and Six Nations Iroquois Confederacy flags to the pine trees in Kanesatake, a community of 1,400

residents.

Ducharme said he understands the Mohawks claim the land as their own, but added: "If there is a problem with ancestral rights, the Canadian government should do what it has to do."

The federal government has given him no indication it plans to buy the land and give it to the Mohawks, Ducharme noted. "Ottawa may have promised them things, but that has nothing to do with me," he said.

kwilton@
thegazette.canwest.com

VANCOUVER 2010 THE TORCH RELAY » DAY 81

A big rock, a big boom, and now – big ideas

An Alberta town that sprang up around a relic from the last ice age is now a model for a sustainable future

BY DAWN WALTON OKOTOKS, ALTA.

Everything seems to be larger than life in Alberta. The mountains. The sky. The trucks.

It is only fitting that Alberta should also be home to North America's largest glacial erratic – a particularly impressive curiosity for geologists as well as sightseers who pass through Okotoks, a commuter town about 40 kilometres south of Calgary's city limits.

Plunked down on the rolling prairie of the Sheep River Valley sits "Big Rock," a massive boulder dropped there randomly 10,000 years ago, far from Jasper, where it originated when the glaciers were in retreat during the last ice age.

Big Rock was a reference point for aboriginal people on their travels and went by various names, but it was the Blackfoot word *okotoks*, which translates to rock, that stuck.

Today, it no longer stands alone. One of Alberta's most desirable and environmentally friendly boom towns has grown up around it.

As he surveys the erratic and nearby Rocky Mountains, Okotoks Mayor Bill McAlpine isn't surprised by his community's allure.

"Just take a look," he says.

Nowadays, Big Rock is fenced off for its own protection, in an attempt to keep visitors away. Against the prairie sky, it's difficult to appreciate how big Big Rock really is. Although broken into two pieces, it weighs more than 18,000 tonnes – the equivalent of about 450 grey whales

– and cuts an imposing silhouette the size of an apartment complex, measuring 40 by 18 metres, and nine metres high.

Ed McNally named his successful Calgary-based company, Big Rock Brewery, after the oddity in 1985. The entrepreneur has been busy pouring popular beers with unusual names, including Warthog and Grasshopper, ever since.

Okotoks shares his – and Alberta's – pioneering spirit.

In 1906, it boasted 1,900 residents and all the amenities – hotels, hospitals and blacksmiths – of a bustling boom town. Some 50 years later, when Calgary didn't have an establishment where women and men could share in a few glasses of cheer, Okotoks wasn't nearly as prudish and the town, according to local lore, became a popular drinking spot for Calgarians. In the past decade, Okotoks has gone from barely 10,000 residents to more than 22,000.

It became a Statistics Canada headline – posting the fastest population growth for any community of its size in Canada in 2006 – and boasts residents who are younger and more affluent than anywhere else in the province.

In 1998, anticipating the boom, municipal officials af-

fixed a population cap of 30,000 to preserve the town's water lifeline, the Sheep River, which was also carved by ancient glaciers.

With that, the town with the big rock became a big leader in sustainable development.

Prime Minister Stephen Harper has called Okotoks "the greenest community in Canada."

The town is home to the Drake Landing Solar Community, considered the first of its kind in North America, which collects energy from the sun

with an eye to reducing greenhouse gas emissions by five tonnes a year at each of its 52 homes. The residences are considered 30 per cent more efficient than most ordinary homes.

This year, Mike Holmes, Canada's most famous handyman, will start developing his first "Holmes Community," dubbed Wind Walk, at the southern edge of town. With 450 dwellings and 80,000 square feet of parks, schools, retail and civic space, the community will aim to reduce its demand on the power grid by relying on solar, wind and geothermal technologies.

Michael and Jennifer Rioux abandoned Calgary in favour of Okotoks in 2005.

"The whole of Okotoks seems to be moving in the green direction," Mr. Rioux said.

The couple are committed to shrinking their environmental footprint.

They hang their clothes to dry, installed energy-efficient appliances and low-flow showers and toilets, signed up for wind power, collect water in

rain barrels, produce half a bag of garbage a week, and employ biodegradable poop-and-scoop bags for their miniature dachshunds.

For his efforts, Mr. Rioux was selected to carry the Olympic torch as it winds through southern Alberta this week on its way to Vancouver for next month's Games.

"We're just glad to be in that environment and take part, doing what we can," he said.

"We have no plans to leave."

With so many people like the Rioux drawn here, Okotoks

may be forced to reconsider its population cap. "We're getting so much pressure. We don't know if we'll be able to maintain it," Mr. McAlpine said.

Okotoks officials hoped to sign a planning agreement last night with the neighbouring municipal district, which is also seeing a boom in building, pledging to work together on future development.

"Everybody agrees there's a lot more people moving here, but we've got to decide where to put them," Mr. McAlpine said.

OKA

Les Mohawks demandent à Ottawa d'acheter le terrain litigieux

BRUNO BISSON

Le conseil de bande de Kanesatake, près d'Oka, demande au gouvernement fédéral d'acheter le terrain de la Financière Norfolk, en bordure de la route 344, afin d'éviter une dispute territoriale semblable à celle qui avait mené à la crise d'Oka en 1990.

Dans un communiqué publié hier, le grand chef de Kanesatake, Sohenrise Paul Nicholas, a fait savoir que les Mohawks « ne veulent pas d'une deuxième crise d'Oka » et a invité les gouvernements provincial et fédéral à reprendre, une fois de plus, les négociations visant le règlement des revendications territoriales de Kanesatake.

« J'ose croire que les autorités gouvernementales ont appris de la crise de 1990 et que, 20 ans plus tard, on pourra régler nos différends une fois pour toutes pour que de tels événements ne se reproduisent plus », a affirmé M. Nicholas.

La crise de 1990

En 1990, une dispute relativement banale à propos d'un projet de condos et d'agrandissement golf sur des terrains voisins de Kanesatake avait dégénéré en conflit armé.

Ironiquement, ces terrains étaient situés en bordure de la route 344, juste en face du terrain de la société Norfolk qui soulève actuellement la

contestation. Comme à l'époque, les terrains en litige sont clairement situés dans le territoire de la municipalité d'Oka et leurs propriétaires peuvent en faire ce qu'ils veulent.

Les Mohawks de Kanesatake estiment toutefois que ces terrains, comme d'ailleurs l'ensemble du territoire de l'ancienne seigneurie des Deux-Montagnes, font partie de leurs terres ancestrales.

Le 18 janvier dernier, des Mohawks ont forcé une équipe de travailleurs embauchés par Norfolk à fermer un chantier et à quitter le terrain. Ils

actuel pourrait accueillir trois maisons.

« Mais le plus pressant en ce moment, a-t-il insisté, ce sont les trois arbres qu'il faut couper. L'équipe que nous avons envoyée à Oka était là pour tailler trois arbres brisés qui menacent de tomber sur la maison voisine de notre terrain. Ça, c'est notre responsabilité, et si le conseil ne nous autorise pas à le faire, nous voulons que quelqu'un d'autre le fasse parce que c'est dangereux. »

M. Ducharme a déclaré que l'entreprise pourrait tenter

« J'ose croire que les autorités gouvernementales ont appris de la crise de 1990 et que, 20 ans plus tard, on pourra régler nos différends une fois pour toutes pour que de tels événements ne se reproduisent plus », a affirmé Sohenrise Paul Nicholas, grand chef de Kanesatake.

ont annoncé au propriétaire qu'aucun lotissement n'irait de l'avant sur ces terres.

Dans un entretien avec *La Presse* hier, le porte-parole de Norfolk, Norman Ducharme, a affirmé que l'entreprise n'avait pas l'intention d'attiser le feu. « Il vaut mieux laisser retomber la poussière un peu », a-t-il dit.

M. Ducharme a toutefois tenu à préciser que les démarches pour obtenir les autorisations de la municipalité d'Oka et procéder au lotissement du terrain vont se poursuivre. Norfolk estime que le lot

des recours pour forcer la municipalité d'Oka à délivrer les permis de lotissement. Norfolk songe aussi à enjoindre au ministère de la Sécurité publique du Québec, responsable de la sécurité civile, de faire réaliser les travaux jugés nécessaires pour la sécurité des voisins de Norfolk.

A plus long terme, si toute mise en valeur de sa propriété était impossible, M. Ducharme a précisé que Norfolk pourrait poursuivre le gouvernement fédéral en sa qualité de responsable des relations avec les autochtones.

August 12, 2017

Kanehsatà:ke Kanien'kehá:ka Territory

By the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke

“There can be no Peace in a climate of FEAR”

RE: Defense of our Ancestral Lands: the Long Standing Historical Land Grievances Against Canada, Quebec: fraudulent sales of our ancestral lands, housing and resource development, theft of our artifacts in Oka National Park;

We the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke, the legitimate land holders of this territory gather here today to reiterate our opposition to all forms of development on our ancestral homelands.

Guided by our constitution, Kaianera'kó:wa, we gather today to protect our lands and resources while standing united with other Onkwehón:we - Indigenous Peoples of Turtle Island who are also experiencing land theft and dispossession through illegal developments upon their homelands. Our goal has always been and will always be a Peaceful co-existence with all peoples but this is unattainable in a climate of fear and racism. The desire for peace must be reciprocal based upon mutual respect, honesty and human rights, if it is to be achieved.

Kaianera'kó:wa – the Great Law of Peace, gives guidance and strength to the people whereby it is the duty of the women to protect our lands while compelling the men of our nation to protect the people and ensure that no foreign entity brings harm to the important work the people do on behalf of the land, all our relations – to ensure that present and future generations enjoy the richness of our lands and its resources.

We have waited for centuries for a resolution to this injustice and land fraud. But Canada has hidden behind invalid and discriminatory racist Doctrines¹ that justified their oppression and genocide of Onkwehón:we Peoples. These legal fictions impeded the peaceful resolution of our land grievances in 1990 and are the foundations of the further impoverishment of the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke's land base in the past 27 years. Canada and Quebec, in particular Oka have not learned from its past mistakes.

The current situation of illegal development on our ancestral lands is intolerable and we can no longer endure the exploitation and theft of our lands and resources committed through coercive means by colonial governments and entities. We will not accept the

¹ United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples: pre-ambular para 4: “...all doctrines, policies and practices based on or advocating superiority of peoples or individuals on the basis of national origin or racial, religious, ethnic or cultural differences are racist, scientifically false, legally invalid, morally condemnable and socially unjust.”

stalling by Canada and Quebec through vague statements feigning that they are attempting to resolving and halting the development on our territory. History has shown that mere promises and nice words from the colonial governments are dubious at best.

On August 9th, we were informed by representatives of INAC that Minister Bennett reached out to Quebec government representatives to discuss the issue of illegal development. However, no details were disclosed as to whether or not Canada and Quebec were willing to proceed in halting the illegal development. Therefore we will continue our concerted efforts to occupy and protect our ancestral homelands on this illegal development site located on our ancestral lands.

As the first UN Special Rapporteur on the rights of Indigenous peoples, Rudolpho Stavenhagen stated in his January 2004 report:

“One of the more serious human rights protection deficiencies in recent years is the trend towards the use of laws and the justice system to penalize and criminalize social protest activities and legitimate demands made by Indigenous organizations and movements in defence of their rights.”²

The Kanien’kehá:ka of Kanehsatà:ke have for 300 years have had our sovereignty usurped by colonial governments, criminalizing a whole nation for defending our lands from appropriation. For over 300 years, we have been denied access to and the enjoyment of our lands, our fundamental human rights violated through racist colonial laws. It is time to decolonize the relationship we have with settlers and learn from the past. We therefore urge Canadians and Quebecois to pressure their governments to resolve this issue peacefully and for their governments to take responsibility for the creation of this conflict.

The following are necessary factors for the addressing our long standing historical land grievances and for the promotion of peace in Kanehsatà:ke. However, this is not a comprehensive list of our historical grievances:

- We demand an **immediate cessation** to all activities on the illegal development site, especially the construction of any further buildings, infrastructure including water, sewage, road signs, and other related activities
- We demand Canada and Quebec immediately halt the land fraud that has allowed speculators like Gregoire Gollin and Collines d’Oká to appropriate more land for their interests.

²Rudolfo Stavenhagen, *Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of Indigenous people (E/CN.4/2004/80)*, COMMISSION ON HUMAN RIGHTS, Sixtieth session, Item 15 of the provisional agenda, 26 January 2004, para.44

- We demand an **immediate cessation** of all development in the MRC's "plan d'urbanization" that allows all forms of development in Oka, St. Joseph, Pointe-Calumet, Pointes-Aux-Anglais and other municipalities on our ancestral territory.
- We demand an **immediate halt** to all archeological digs presently taking place every Saturday in Kahnetà:ke, known as Parc Nationale d'Oka: we demand to know what artifacts have been discovered, where they are housed and that the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke have access to our cultural heritage currently in Quebec's possession;
- We oppose TransCanada and Enbridge pipelines which have been constructed in our ancestral settlement now known as Oka Park and on other parts of our ancestral territory.
- We demand that Prime Minister Trudeau repeal Bill S-24 "the Kanesatake Interim Land Management Act" that has added to the complexity of our land grievances and was curiously fast tracked through the Senate.
- We demand Canada and Quebec repudiate the Doctrine of Discovery and Terra Nullius that has impoverished Indigenous peoples and impeded resolution to land theft, dispossession and appropriation.
- We demand compensation from the Seminary of St.-Sulpice, located in Montreal, Quebec for the hardship they have inflicted upon the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke for their coercive acts of land theft of the last 300 years
- We oppose the implementation of the Aqueduct system in our community, while the Municipalité d'Oka receives a new water system paid for by INAC
- We demand that the resolution to our long standing historical land dispute with Canada and all Crown Actors, be with the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke under the Haudenosaunee Confederacy

Our lands are vast, rich in minerals and ideal for agricultural activities; we fully understand the great 'economical' value it holds for the colonizers. However, as the Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke our work in this struggle is for present and future generations enjoyment of our lands, its resources and the enjoyment of our rights to self-determination.

Skén:nen – in peace

The Kanien'kehá:ka of Kanehsatà:ke

SUJET / NATION / COMMUNAUTÉ	Développement résidentiel à Oka / Mohawk / Kanesatake
<p>EXPOSÉ DE LA SITUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Mohawks se sont installés dans la vallée du Saint-Laurent dès le 17^e siècle. Leur venue a été facilitée par les Jésuites qui désiraient développer leur relation avec les Mohawks, convertis au catholicisme. En 1717, la communauté religieuse des Sulpiciens a reçu, du roi de France, la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes, où l'on retrouve des terres utilisées par les Mohawks. - Au fil des décennies, les Sulpiciens ont concédé ou vendu ces terres à des colons, puis à la Municipalité d'Oka, vers la fin des années 1940, ce qu'ont toujours contesté et dénoncé les Mohawks. - Le développement proposé d'un club de golf a mené à la crise d'Oka, en 1990. En 2010, un développement résidentiel projeté a aussi semé la controverse, mais n'a jamais été érigé, à la suite du changement de zonage du terrain par la Municipalité. - Le 12 juillet 2017, un groupe de traditionalistes mohawks, mené par M^{me} Ellen Gabriel, a convoqué la presse pour dénoncer le projet de développement résidentiel « Les Collines », situé à Oka, et l'abattage de certains arbres sis à proximité de terres, dans le secteur connu sous le nom de La Pinède. - Ce groupe de traditionalistes ne reconnaît pas l'autorité du conseil de bande et souhaite être identifié comme l'instance décisionnelle officielle de la communauté. - Une autre manifestation a eu lieu au même endroit et une trentaine de personnes étaient présentes. - Ce développement résidentiel est inclus dans le territoire visé par la revendication territoriale particulière de Kanesatake. - Le développement résidentiel a été entamé en 2003 et une vingtaine de résidences restent à construire. Les travaux d'excavation amorcés sur une maison ont dû être interrompus. Les propriétaires ont interpellé les autorités concernant leur situation. - Dans la communauté, tant le conseil de bande que les traditionalistes dénoncent la construction de nouvelles maisons sur le territoire revendiqué. <p>ANALYSE SOMMAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Municipalité souligne avoir consulté le conseil de bande, en 2003; le grand chef Simon affirme ne pas avoir de traces écrites d'un consentement. - Le maire Pascal Quévillon précise que la Municipalité a fait les choses correctement et qu'une fois les terrains vendus et les permis octroyés, celle-ci ne peut revenir en arrière, au risque d'être poursuivie. - Le maire a aussi interpellé la Sûreté du Québec, souhaitant que les manifestations prennent fin le plus rapidement possible, car cela nuirait au développement économique et à l'image de la Municipalité. <div style="background-color: #cccccc; height: 100px; width: 100%; margin: 10px 0;"></div> <ul style="list-style-type: none"> - Le promoteur du développement « Les Collines », M. Gaulin, est aussi propriétaire d'une section de La Pinède. Il s'est engagé à ne pas développer cette section et voudrait en faire un don écologique aux deux communautés. - L'objectif premier visé par le groupe de traditionalistes est l'arrêt du développement. Celui d'être reconnu comme instance représentative de la communauté vient ensuite. [redacted], en juillet, a ralenti les activités du groupe. Depuis le mois d'août, les manifestations ont cessé, mais des gens s'assurent régulièrement que les travaux n'ont pas repris. [redacted] <p>SOLUTIONS OU POSITIONS SUGGÉRÉES</p> <div style="background-color: #cccccc; height: 100px; width: 100%; margin: 10px 0;"></div>	

SUJET / NATION / COMMUNAUTÉ	Projet domiciliaire à Oka/ Mohawk/ Kanesatake
<p>EXPOSÉ DE LA SITUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux ans après qu'un projet immobilier (Le Domaine des Collines) eut semé la discorde entre les Mohawks de Kanesatake et la municipalité d'Oka, un nouveau projet similaire attise les frustrations des Mohawks. Les lots visés pour le projet sont localisés sur les terres de la Commune. <div data-bbox="380 380 1317 562" style="background-color: #cccccc; height: 87px; width: 577px;"></div> <ul style="list-style-type: none"> Le grand chef du Conseil Mohawk de Kanesatake, M. Serge Otsi Simon, affirme vouloir s'en prendre juridiquement à la municipalité d'Oka, ainsi qu'au promoteur ayant fait l'offre d'achat au propriétaire de la pépinière qui possède les 8,7 ha de terrains revendiqués par les Mohawks et que souhaite développer Gestion Benoît Dumoulin : « [Dans une transaction immobilière], le vendeur a l'obligation de dénoncer tout vice sur une propriété et le fait que ces terrains soient revendiqués par mon peuple en est un très gros » (Le Journal de Montréal). Le 18 mars 2019, le promoteur a indiqué qu'il n'irait pas de l'avant avec le projet, disant respecter la revendication des Mohawks sur le terrain concerné. Il n'est pas clair en ce moment ce qu'il adviendra de ce terrain. À terme, il pourrait être acheté par la communauté une fois les négociations terminées, ou acheté par le gouvernement fédéral dans l'intérim. Le gouvernement du Canada a conclu une entente avec la communauté de Kanesatake, à la suite de la crise de 1990, concernant l'exercice de ses pouvoirs gouvernementaux sur son assise territoriale provisoire, ce qui a mené, en 2001, à l'adoption de la <i>Loi sur le gouvernement provisoire de Kanesatake</i>. Au cours de cette période, le gouvernement du Canada a acquis plusieurs lots de gré à gré, qui ont été ajoutés à l'assise territoriale des Mohawks de Kanesatake et, dont plusieurs se situent directement au centre du village d'Oka. <div data-bbox="428 1171 1317 1236" style="background-color: #cccccc; height: 31px; width: 547px;"></div> <ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement fédéral est en négociation avec les Mohawks de Kanesatake depuis 2011 au sujet d'une compensation financière. La Première Nation allègue qu'elle possède des titres sur les terres octroyées au Séminaire de Saint-Sulpice par le roi de France de l'époque. En 2010, un promoteur immobilier voulait développer des terrains situés à proximité de la pinède et du club de golf (lieu névralgique de la crise d'Oka de 1990) et la communauté de Kanesatake s'y était fortement opposé. La problématique avait alors été résolue par l'achat des lots par la municipalité avec l'aide financière du gouvernement (entente confidentielle). <p>ANALYSE SOMMAIRE</p> <div data-bbox="380 1562 1317 1946" style="background-color: #cccccc; height: 183px; width: 577px;"></div>	

POSITION RECOMMANDÉE	

Direction des relations avec les Autochtones / Marc Foisy / 2019-03-18

[U:\saa00\DRSEINATIONS\Mohawks\Kanesatake\Enjeu développement résidentiel Oka \(Collines et autres\)\20190318-004 Projet domiciliaire Oka\ES dev résidentiel mars 2019.docx](U:\saa00\DRSEINATIONS\Mohawks\Kanesatake\Enjeu développement résidentiel Oka (Collines et autres)\20190318-004 Projet domiciliaire Oka\ES dev résidentiel mars 2019.docx)

SUJET / NATION / COMMUNAUTÉ	Enjeux territoriaux à Kanesatake / Mohawks / Kanesatake
<p>EXPOSÉ DE LA SITUATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - En 1663, la Société Notre-Dame de Montréal cède ses droits dans l'île de Montréal au Séminaire de Saint-Sulpice de Paris. Le motif de cette donation est la conversion des Indiens. En 1671, les Sulpiciens desservent un groupe d'Indiens (huit guerriers et leurs familles) sur le site où sera établie la mission de la Montagne, en 1676. En 1683, on retrouve 210 Indiens à la mission (Iroquois, Hurons, Algonquins, Sioux, Panis, Loups, Renards, Têtes plates et Folles-Avoines.). - De 1696 à 1704, les Indiens de la mission de la Montagne sont déménagés à la nouvelle mission établie à Rivière-des-Prairies, près du Sault-au-Récollet (Laval aujourd'hui). - En 1717, concession de la première partie de la Seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes aux ecclésiastiques du Séminaire St-Sulpice. Un terrain de trois lieues et demie de front sur trois lieues de profondeur est remis en toute propriété aux Sulpiciens. En 1721, les Indiens de la Mission du Sault (entre 880 et 900 personnes) sont déménagés à la Mission du Lac. En 1718, un nouveau territoire est cédé aux Sulpiciens. Leur propriété est maintenant de 23 lieues carrées. Celle-ci croîtra au fil des décennies. - Les Indiens d'Oka demanderont aux tribunaux de reconnaître leur propriété sur les terres de la Seigneurie, mais seront déboutés en 1876, 1878, 1912 et 1958. Au fil des ans, le gouvernement fédéral achètera aux Sulpiciens les lots occupés par des Indiens. - En 1989, lors de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires du club de golf d'Oka, une résolution proposant un projet d'agrandissement est adoptée à l'unanimité. Le grand chef de la communauté, M. Clarence Simon, demande de ne pas procéder à l'agrandissement prévu. - Des discussions sont entamées en 1990 pour discuter de l'unification des terres indiennes de Kanesatake. En mars, les discussions échouent et des barricades sont érigées sur le chemin du Mille. Le 29 juin, la municipalité d'Oka obtient une injonction de la Cour supérieure ordonnant le démantèlement de la barricade. - La Sûreté du Québec intervient le 11 juillet 1990; une centaine d'agents du service d'intervention tactique sont lourdement armés, appuyés par plusieurs douzaines d'agents anti-émeute de la police. Le caporal Marcel Lemay est abattu lors de l'intervention, qui se solde par un échec. La crise se terminera le 26 septembre après de longues négociations. - En septembre 1990, le gouvernement fédéral achète 106 acres de terres au profit de la communauté, incluant le terrain où est situé le cimetière mohawk. De plus, environ 90 terrains sont acquis par le gouvernement fédéral dans le village d'Oka, dans le but de les ajouter à l'assise de la communauté. - Lors de ce processus d'acquisition de terres, deux terrains ont été exclus des transactions à la dernière minute, à la demande de la municipalité. Ces deux terrains, enclavés dans le territoire provisoire de Kanesatake, sont la propriété de MM. Towarnicki et Morin. - Le 23 avril 1991, le gouvernement fédéral annonçait sa nouvelle initiative en matière de revendications territoriales particulières et qu'il considèrerait valides celles qui dataient d'avant 1867. <p>La famille Dagenais et M. Grégoire Gollin sont propriétaires de l'ensemble des terres privées non développées dans le secteur. Celles-ci sont convoitées tant par la municipalité, pour du développement résidentiel, que par la communauté qui souhaite que soient restituées les terres qu'elle considère siennes.</p> <p>ANALYSE SOMMAIRE</p>	

SOLUTION OU POSITION SUGGÉRÉE



MOHAWK COUNCIL OF KANESATAKE

COMMUNITY MEETING: KANESATAKE V. OKA

WHEN: SEPTEMBER 20TH, 2022 at 6:30pm

WHERE: IMMERSION SCHOOL GYM (#407 St.Michel)

The Mohawk Council of Kanesatake is seeking directives from the Community regarding the court proceeding taken against the municipality of Oka in January 2021. In the court proceeding, the Mohawks of Kanesatake contest the municipality and Mayor Quevillon's attempt to turn the Pines into a "Cultural Heritage Site" under provincial law, arguing that this measure was taken in bad faith and is discriminatory towards the Mohawk People.

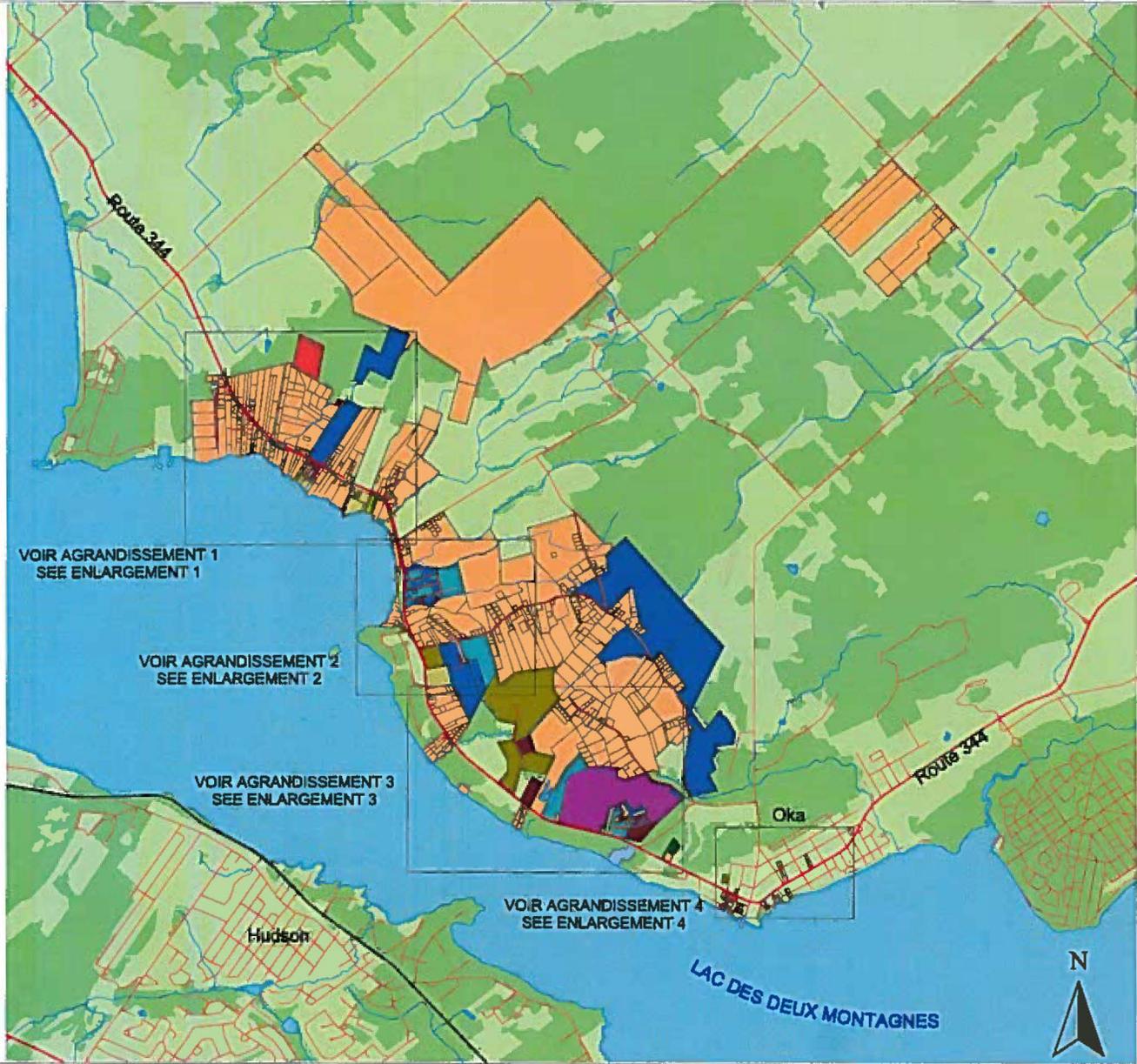
Community consultations on this issue were previously held in December 2021, although not many Community Members attended. Council is therefore returning to the Community for instructions.

At this Community meeting, Council will be seeking an answer to the following question:

Does the Community wish to pursue the legal proceedings to fight the municipality bylaw?

An information video regarding the case can be viewed on the MCK's facebook page.

The Mohawk Council looks forward to receiving the Community's instructions on this issue.



Natural Ressources Canada
Ressources naturelles Canada

CE PLAN NE PEUT
SERVIR À DÉFINIR
LES FRONTIÈRES

THIS PLAN IS NOT TO BE
USED FOR DEFINING
BOUNDARIES

ÉVOLUTION DU TERRITOIRE DES TERRES
DE KANESATAKE

EVOLUTION OF KANESATAKE LANDS
TERRITORY



LÉGENDE - LEGEND

Anciens territoires	Old Territories	Territoire actuel	Current Territory
	1973-1977		1925-
	1945-1961		1945-
			1958-
			1966-
			1972-
			1985-
			1986-
			1990-
			1992-
			1993-
			1994-
			1995-
			1996-
			1997-

NOTES
 Le but de ce plan est d'illustrer l'évolution du territoire de la réserve indienne.
 The purpose of this plan is to illustrate the evolution of the Indian Reserve territory.
 Disponible auprès de Ressources Naturelles Canada, Division des levés officiels, Unité de liaison avec le client du Québec, Québec.
 Available from Natural Resources Canada, Legal Surveys Division, Québec Client Liaison Unit, Québec.

SOURCES
 Données cadastrales numériques, 1999 Gouvernement du Canada avec la permission de Ressources Naturelles Canada, Division des levés officiels.
 Digital Cadastral Data Set, 1999 Government of Canada with permission from Natural Resources Canada, Legal Surveys Division.
 Données topographiques numériques, 2001 Gouvernement du Canada avec la permission de Ressources Naturelles Canada, Centre d'information topographique - Sherbrooke.
 Digital Topographic Data Set, 2001, Government of Canada with permission of Natural Resources Canada, Centre for Topographic Information - Sherbrooke.

Date: 01-08-2001

De : [Foisy, Marc](#)
À : [Bouchard, Lucien-Pierre](#); [Brunelle, Patrick](#)
Objet : complément d'info- Oka développement résidentiel
Date : 25 mai 2016 11:51:49
Pièces jointes : [image001.png](#)
[image002.jpg](#)
[image003.jpg](#)
[image004.jpg](#)
[image005.jpg](#)
[saa-signature-courriel.gif](#)



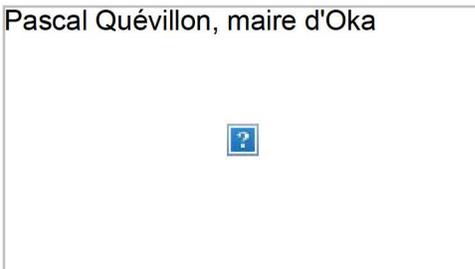
<http://ici.radio-canada.ca/regions/montreal/2016/05/25/005-terrains-soulevet-tensions-entre-oka-et-les-mohawks.shtml>

26 ans après la crise d'Oka, de nouvelles tensions se font sentir entre la communauté mohawk de Kanesatake et la municipalité d'Oka. La Ville songe à développer un nouveau quartier résidentiel sur des terrains que revendiquent les Mohawks. « Il n'y a pas de barricade à l'horizon », soutient toutefois le grand chef Serge Simon.

Un texte de **Francis Labbé**  

Le maire d'Oka, Pascal Quévillon, aimerait voir apparaître un nouveau quartier de 400 résidences sur un ensemble de terrains, situé entre la limite est de sa municipalité et le parc national d'Oka. « Cet aménagement est prévu dans nos règlements depuis bien avant la crise d'Oka », affirme le maire.

Pascal Quévillon, maire d'Oka



Pascal Quévillon, maire d'Oka PHOTO : FRANCIS

LABBÉ

« Il y a de l'espace pour 400 maisons et des commerces. Pour nous, ça représente environ un million de dollars de revenus neufs, simplement en droits de mutation (taxe de bienvenue), sans parler des revenus de taxes foncières et des emplois créés dans les commerces. »

Nous avons une population qui vieillit, nos infrastructures ont besoin d'argent neuf.

Pascal Quévillon, maire d'Oka

Revendications territoriales

Le problème, c'est que tout comme en 1990, les Mohawks de Kanesatake revendiquent ces terrains, situés à côté du parc d'Oka, où se trouveraient les premières habitations de leurs

ancêtres.



Serge Simon, grand chef de Kanesatake PHOTO : ICI

RADIO-CANADA

« Nous sommes en négociation pour cette section de nos terres », affirme le grand chef de Kanesatake. « Ces terres-là étaient en fiducie et les non-Autochtones n'ont pas le droit de s'y installer. Nous ne reconnaissons pas la juridiction de la municipalité d'Oka dans ce dossier. »

Cependant, il n'est pas question de déclencher une nouvelle crise d'Oka. « Certains de nos membres ont l'air de s'ennuyer de l'attention qu'a amenée cette crise. Mais nous (au Conseil de bande), nous voulons une paix durable, plaide-t-il. Avant de prendre les armes, nous avons beaucoup d'outils pour bloquer un éventuel développement sur ces terres. Nous pouvons déposer une injonction et même nous rendre en Cour suprême. »

Le grand chef affirme être en négociation sur les revendications territoriales de sa communauté, sur les terres de l'ancienne Seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes, que le roi de France avait cédées à la communauté religieuse des Sulpiciens. Ces derniers ont ensuite vendu des terres, ce que les Mohawks ont toujours dénoncé, puisqu'ils n'en avaient jamais cédé les titres.

Parmi les territoires réclamés par les Mohawks, on retrouve la fameuse pinède qui a été au cœur de la crise d'Oka, en juillet 1990.

Le maire d'Oka, lui, se demande pourquoi sa municipalité voit son développement bloqué par les revendications des Mohawks de Kanesatake. « Pourquoi le développement de nos municipalités voisines n'est pas bloqué, lui aussi? » souligne-t-il, en référence aux quartiers résidentiels en développement à Pointe-Calumet et Saint-Joseph-du-Lac.

À lire aussi : [Le litige à l'origine de la crise d'Oka n'est toujours pas réglé](#)

Compensation du fédéral

Pour le chercheur associé de la Chaire de recherche de l'UQAM en études canadiennes et québécoises Pierre Trudel, cette tension naissante rappelle que le problème à l'origine de la crise d'Oka n'est toujours pas réglé. Selon le chercheur, la solution, comme en 1990, proviendra d'Ottawa.



Pierre Trudel, chercheur et chargé de cours,

UQAM PHOTO : GILBERT DROUIN

« En 1990, quand le conflit s'est réglé, Ottawa a offert deux fois la valeur marchande des terrains à la municipalité en guise de compensation », rappelle Pierre Trudel. « Mais ce genre de négociation est extrêmement complexe. D'autant plus qu'il est question du régime français d'avant la conquête. »

Selon Pierre Trudel, deux faits nouveaux pourraient accélérer les choses dans ce genre de dossier. « En 2008, le fédéral a reconnu avoir commis une faute en laissant les Sulpiciens vendre des terrains sur lesquels les Mohawks avaient des droits. De plus, il vient d'annoncer qu'il ne s'opposerait plus à la déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. »

[Cette déclaration énumère les droits individuels et collectifs des peuples autochtones.](#) Elle a été adoptée en 2007. Le gouvernement de Stephen Harper s'y est longtemps opposé.

Marc Foisy
Direction générale des relations avec les Autochtones et des initiatives économiques
Secrétariat aux affaires autochtones
Ministère du Conseil exécutif
905, Honoré-Mercier, 2^e étage
Québec, Qc G1R-5M6
Tel : 418-643-3166 (x2233)
Télécopieur : 418-646-4918

Avis important

Ce courriel est à usage restreint. S'il ne vous est pas destiné, veuillez, s.v.p. le détruire immédiatement et en informer l'expéditeur.



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement!

Annexe A : Historique foncier des terres d'Oka

- En 1663, la Société Notre-Dame de Montréal cède ses droits dans l'île de Montréal au Séminaire de Saint-Sulpice de Paris. Le motif de cette donation est la conversion des Indiens. En 1671, les Sulpiciens desservent un groupe d'Indiens (8 guerriers et leurs familles) sur le site où sera établie la mission de la Montagne en 1676. En 1683, on retrouve 210 indiens à la mission (Iroquois, Hurons, Algonquins, Sioux, Panis, Loups, Renards, Têtes plates et Folles-Avoines.)
- De 1696 à 1704, les Indiens de la mission de la Montagne sont déménagés à la nouvelle mission établie à Rivière-des-Prairies près du Sault-au-Récollet (Laval aujourd'hui).
- En 1717, concession de la première partie de la Seigneurie du Lac des Deux Montagnes aux ecclésiastiques du Séminaire St-Sulpice. Un terrain de trois lieues et demie de front sur trois lieues de profondeur est remis en toute propriété aux Sulpiciens. En 1721, les Indiens de la Mission du Sault (entre 880 et 900 personnes) sont déménagés à la Mission du Lac. En 1718, un nouveau territoire est cédé aux Sulpiciens. Leur propriété est maintenant de 23 lieues carrées. Celle-ci croîtra au fil des décennies.
- En 1752, on note la présence de 4 nations à la mission du lac soit les Iroquois, les Algonquins, les Nipissingues et les Français. On note la présence de 113 guerriers algonquins et Nipissingues et 115 guerriers Iroquois, totalisant 1060 Indiens.
- Le 4 novembre 1763, un Indien tente de vendre sa maison et sa terre à un Autochtone. Cette vente est annulée car le Gouverneur de Montréal juge que les terres appartiennent aux Sulpiciens et que les Indiens n'en ont que l'usufruit. En 1780, les Sulpiciens accordent 66 concessions à des Blancs. En 1781, plusieurs chefs indiens revendiquent officiellement pour la première fois la propriété de la seigneurie. Des représentations similaires seront faites en 1788 et en 1789, le Solliciteur-général du Canada est d'avis que les Indiens n'ont aucun droit de propriété.
- En 1799, la paroisse de Saint-Benoit du Lac est créée et comprend toutes les terres de la Seigneurie sauf le territoire de la Mission. En 1838, on compte 343 Iroquois, 374 Algonquins, 372 Nipissingues et 200 blancs à la Mission du Lac.
- En 1853, des terres sont mises à la disposition des Nipissingues et des Algonquins dans la région de Maniwaki. Pour les Mohawks de Kahnawake et d'Oka, le gouvernement fédéral accorde 16 000 acres de terres dans le comté de Doncaster. La majorité des familles décident de rester.
- En 1868, le chef Joseph Swan, revendique à nouveau le droit de propriété des terres de la mission. Le Surintendant aux Affaires indiennes de l'époque réitère que les Sulpiciens sont propriétaires mais que les Indiens peuvent y couper du bois. De plus, les Indiens auraient été indemnisés par l'octroi de terres à Maniwaki et Doncaster. Un conflit ouvert en 1869 qui mène à l'incendie de l'église de la mission et à la conversion de plusieurs indiens au protestantisme.

- Les Indiens d'Oka demanderont aux tribunaux de reconnaître leur propriété sur les terres de la Seigneurie mais seront déboutés en 1876, 1878, 1912 et 1958. Au fil des ans, le gouvernement fédéral achètera aux Sulpiciens les lots occupés par des Indiens.
- En 1989, lors de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires du club de golf d'Oka, une résolution proposant un projet d'agrandissement est adoptée à l'unanimité. Le Grand Chef de la communauté, M. Clarence Simon, demande de ne pas procéder à l'agrandissement prévu. Ce dernier envoie une lettre aux gouvernements et acteurs importants du dossier pour amorcer des négociations qui traiteraient de l'occupation de la seigneurie par les gouvernements et les municipalités.
- Des discussions sont entamées en 1990 pour discuter de l'unification des terres indiennes de Kanesatake. En mars, les discussions échouent et des barricades sont érigées sur le chemin du mille. Le 29 juin, la municipalité d'Oka obtient une injonction de la Cour Supérieure ordonnant le démantèlement de la barricade.
- La Sureté du Québec intervient le 11 juillet 1990, une centaine d'agents du service d'intervention tactique sont lourdement armés, appuyés par plusieurs douzaines d'agents anti-émeute de la police. Le caporal Marcel Lemay est abattu lors de l'intervention, qui se solde par un échec. La crise se terminera le 26 septembre après de longues négociations.
- En septembre 1990, le gouvernement fédéral achète 106 acres de terres au profit de la communauté, ceci inclut le terrain où est situé le cimetière Mohawk. De plus, environ 90 terrains sont acquis par le gouvernement fédéral dans le village d'Oka dans le but de les ajouter à l'assise de la communauté.
- Le 23 avril 1991, le gouvernement fédéral annonçait sa nouvelle initiative en matière de revendications territoriales particulières et qu'il considérait valide celles qui dataient d'avant 1867. 
- Le 21 décembre 2000, le Conseil des mohawks de Kanesatake et le gouvernement fédéral ont conclu l'entente concernant l'exercice des pouvoirs gouvernementaux par Kanesatake sur son assise territoriale provisoire le 21 décembre 2000 après dix années de négociations. Une loi fédérale fut adoptée en juin 2001 pour permettre la mise en œuvre de cette entente. Les points saillants de l'entente :
 - Assise foncière provisoire qui met fin à l'incertitude juridique entourant le statut des terres à Kanesatake et qui permet aux mohawks d'administrer leurs terres et leur utilisation ;
 - Détermination d'un statut constitutionnel aux terres de Kanesatake conférées « terres réservées aux indiens » en vertu de 91(24) de la Loi constitutionnelle de 1867 ;

- Le pouvoir d'adoption et d'application des lois et règlements communautaires par Kanesatake est une délégation de pouvoir du gouvernement fédéral et concerne l'utilisation et la règlement des terres mohawks ;
 - En termes d'harmonisation des lois l'entente établie un cadre afin de poursuivre le dialogue. L'Harmonisation concerne les terres contigües de la municipalité d'Oka, soit les terres mohawks situées dans le village (les cinquante-sept lots).
- Or, des conflits à l'intérieur de la communauté sont survenus suite à la signature de l'entente. Plusieurs aspects de celle-ci n'ont jamais été mis en œuvre. Ce conflit a mené, en 2004, à l'incendie de la maison du Grand Chef, M. James Gabriel.
- Les principaux aspects de la loi fédérale qui n'ont pas été mis en œuvre sont les suivants : l'adoption d'un code foncier qui viendrait déterminer les lots des terres appartenant à la communauté et leur propriété, l'adoption d'une procédure d'homologation des lois communautaires adoptées par le Conseil ainsi que l'adoption de règles favorisant l'harmonisation de l'usage du territoire avec la municipalité voisine d'Oka.
- Un projet de développement domiciliaire a presque vu le jour en 2010 sur deux lots privés contigus situés en bordure de la rue Saint-Michel, en face de la pinède. Les terrains en question sont dans la municipalité d'Oka et ils font partie d'un territoire revendiqué par Kanesatake. Les esprits se sont échauffés lorsqu'une équipe d'émondeurs engagée par le promoteur, M. Normard Ducharme de la société financière Norfolk, s'est présentée sur place le 18 janvier 2010 pour couper trois pins centenaires qui menaçaient de tomber sur une propriété mohawk voisine. Les terrains ont finalement été acquis par la municipalité avec l'aide du gouvernement du Québec et transformé en parc.

Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, c. C-12)

Secret professionnel.

9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Divulgence de renseignements confidentiels.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Devoir du tribunal.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

1975, c. 6, a. 9.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Droit d'accès aux documents.

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Restrictions.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

1982, c. 30, a. 9.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Prohibition.

14. Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Accès non autorisé.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

1982, c. 30, a. 14.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Refus de communiquer un renseignement.

18. Le gouvernement ou un ministère peut refuser de communiquer un renseignement obtenu d'un gouvernement autre que celui du Québec, d'un organisme d'un tel gouvernement ou d'une organisation internationale.

Refus de communiquer un renseignement.

Il en est de même du lieutenant-gouverneur, du Conseil exécutif et du Conseil du trésor.

1982, c. 30, a. 18

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Refus de communiquer un renseignement.

19. Un organisme public peut refuser de communiquer un renseignement lorsque sa divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite des relations entre le gouvernement du Québec et un autre gouvernement ou une organisation internationale.

1982, c. 30, a. 19.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Refus de communiquer un renseignement.

21. Un organisme public peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de révéler un emprunt, un projet d'emprunt, une transaction ou un projet de transaction relatifs à des biens, des services ou des travaux, un projet de tarification, un projet d'imposition d'une taxe ou d'une redevance ou de modification d'une taxe ou d'une redevance, lorsque, vraisemblablement, une telle divulgation:

1° procurerait un avantage indu à une personne ou lui causerait un préjudice sérieux; ou

2° porterait sérieusement atteinte aux intérêts économiques de l'organisme public ou de la collectivité à l'égard de laquelle il est compétent.

1982, c. 30, a. 21.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Secret industriel.

22. Un organisme public peut refuser de communiquer un secret industriel qui lui appartient.

Renseignement financier, commercial, scientifique.

Il peut également refuser de communiquer un autre renseignement industriel ou un renseignement financier, commercial, scientifique ou technique lui appartenant et dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne.

Organisme public aux fins industrielles ou commerciales.

Un organisme public constitué à des fins industrielles, commerciales ou de gestion financière peut aussi refuser de communiquer un tel renseignement lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement de nuire de façon substantielle à sa compétitivité ou de révéler un projet d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds ou une stratégie d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds.

1982, c. 30, a. 22; 2006, c. 22, a. 11

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Secret industriel d'un tiers.

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 23.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 24.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Avis ou recommandations d'un membre.

37. Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions.

Avis ou recommandation d'un consultant.

Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence.

1982, c. 30, a. 37.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Analyse.

39. Un organisme public peut refuser de communiquer une analyse produite à l'occasion d'une recommandation faite dans le cadre d'un processus décisionnel en cours, jusqu'à ce que la recommandation ait fait l'objet d'une décision ou, en l'absence de décision, qu'une période de cinq ans se soit écoulée depuis la date où l'analyse a été faite.

1982, c. 30, a. 39.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).